

RENDEZ-VOUS
Gudrun Schyman

TÊTE-À-TÊTE
Mélicca Blais

REPORTAGE
Féminisme sur le Web

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2009

:: Gazette

www.gazettedesfemmes.com

Tout sur la condition des femmes d'ici et d'ailleurs

DES FEMMES

Maman et féministe: UNION POSSIBLE ?





Caroline Hayeur

21



Daniel Lanteigne

6



Marie-Andrée Boivin

10



Andrée-Marie Dussault

24



Laurence Bachmann

28

DOSSIER MAMAN ET FÉMINISTE : UNION POSSIBLE ?

13

14

Derrière le « boom »

En 2008, les Québécoises ont mis au monde le plus grand nombre d'enfants depuis 1976 ! Analyse du phénomène et gros plan sur leurs motivations.

18

Condamnées à conjuguer à l'imparfait ?

Mamans au travail, plus que jamais ! Mais le prix à payer est élevé. Les entreprises entendront-elles l'appel à la collaboration du Bureau de normalisation du Québec en janvier 2010 ?

21

Les mamans équilibristes

Déchirées, essouffées, elles multiplient les tours d'adresse pour concilier maternité et féminisme. Syndrome des limites du discours égalitaire ou des iniquités qui persistent dans les foyers québécois ? Échanges et réflexion.

6

Culotté, le féminisme électronique !

Exit les tabous. Bienvenue la controverse. Des militantes envahissent le Web et, ce faisant, actualisent le discours féministe. Au menu : contenu élaboré et propos corsés.

10

Retrouver la mémoire

Conséquences et enjeux de Polytechnique vus par l'auteure Mélissa Blais. Une mémoire à cultiver, histoire de ne plus jamais se taire.

24

La puissance de la roupie

Depuis quelques années, certaines Indiennes font un pied de nez aux rôles traditionnels. Le pouvoir de l'argent, ça se dit comment en hindi ?

28

La battante suédoise

La Suède, un modèle d'égalité ? Gudrun Schyman n'y croit pas. Et la cofondatrice du premier parti politique féministe de l'histoire est prête à se battre bec et ongles pour une véritable égalité des sexes dans son pays.

30

L'argent, gage d'autonomie

L'argent n'a pas d'odeur, mais a-t-il une voix ? Selon Laurence Bachmann, docteure en sociologie et auteure de l'ouvrage *De l'argent à soi*, les femmes s'en servent pour exprimer leur souci d'égalité au sein de leur couple. Consciemment ou pas...

Claudel Huot



TANT QU'IL Y AURA DES ENFANTS

● **S**oyons pragmatiques. Des enfants, il en faut. Pour assurer la survie de l'espèce. Pour garantir la pérennité du Régime des rentes du Québec. Pour renouveler la clientèle de centaines d'entreprises privées. Terre à terre ? Je vous le concède. Mais surtout – j'en suis convaincue –, il en faut pour nourrir notre société : d'espoir, d'amour et d'émerveillement.

Depuis 1970, toutes les études démontrent que le désir d'enfant, autant chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes, est bien là. Les aspirations des Québécoises et des Québécois en termes de fécondité se maintiennent depuis quelques décennies à deux enfants en moyenne. Pourtant, c'est la première fois en 20 ans que la réalité tend à vouloir rattraper les statistiques. En 2008, le taux de fécondité a atteint un sommet inégalé depuis 1976, soit 1,74 enfant par femme. S'il a fallu tout ce temps pour redresser le taux de natalité, quelques conditions disons... gagnantes ont favorisé le passage à l'action.

Pourquoi les Québécoises ont-elles des enfants ? Comment réussissent-elles à concilier leur engagement parental avec leurs aspirations professionnelles et leur désir d'égalité ? Les mesures gouvernementales mises en place ces dernières années en faveur d'une meilleure conciliation travail-famille ont-elles pesé dans la balance ? C'est à toutes ces questions que tente de répondre le dossier publié dans ce numéro de la *Gazette des*

femmes. Malgré des avancées certaines et plusieurs mesures appréciées, les femmes avec qui la *Gazette* s'est entretenue arrivent encore difficilement à trouver un juste équilibre. Coincées entre leur engagement maternel, leur retour au travail et une quête d'égalité héritée de leurs prédécesseuses, elles ont l'impression de conjuguer toutes ces valeurs de manière insatisfaisante.

Il y aura des enfants pour des heures de plaisir et de bonheur en perspective, oui ! Mais aussi beaucoup de boulot et autant de questionnements.

Ainsi, tant qu'il y aura des enfants, celles qui les auront mis au monde seront appelées à planifier et à gérer cette période mouvementée de leur vie. Tant que les couples ne partageront pas équitablement les tâches domestiques et que subsistera la division sexuelle du travail dans la société, ce sont les femmes qui devront davantage s'interroger sur les rôles qu'elles décideront ou non d'endosser. Pour celles qui choisiront de devenir maman, il y aura des enfants pour

des heures de plaisir et de bonheur en perspective, oui ! Mais aussi beaucoup de boulot et autant de questionnements.

À lire aussi !

J'espère que vous serez aussi séduites que nous l'avons été à la lecture des articles que signent Pascale Navarro et Hélène Mercier. Elles ont rencontré des femmes audacieuses et non moins étonnantes, ce qui a donné lieu à des entretiens inspirants. À la veille du 20^e anniversaire du drame de Polytechnique, Mélissa Blais nous parle de son plus récent ouvrage, alors que la politicienne suédoise Gudrun Schyman remet en question la position de tête généralement attribuée à son pays en matière d'égalité des sexes.

Et qui a dit que le féminisme était dépassé et inutile ? Qu'ils soient désormais confondus ! Le reportage de Melina Shoenborn dépeint un mouvement bien vivant, jeune, rapide et accessible. Le féminisme sur le Web a du culot, tout comme ses initiatrices. ::

Nathalie Bissonnette
Rédactrice en chef

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Écrivez-nous vos commentaires et réactions par courriel après avoir parcouru notre dossier *Maman et féministe : union possible ?* au : gazette@csf.gouv.qc.ca



BOÎTE AUX LETTRES

Faites-nous parvenir vos commentaires!

Pour vous publier, nous avons besoin de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Vos coordonnées demeureront confidentielles. Les lettres peuvent être abrégées.

■ gazette@csf.gouv.qc.ca

■ *Gazette des femmes*
Conseil du statut de la femme
800, place D'Youville, bureau 300
Québec (Québec) G1R 6E2

Web oui, Web non...

Je vous remercie de m'avoir informée que la *Gazette des femmes* sera désormais accessible sur le Web. J'espère que la nouvelle *Gazette* rejoindra davantage de jeunes et moins jeunes femmes.

Hélène Dargis
Trois-Rivières

La *Gazette des femmes* est la seule revue qui, à ce jour, me donne entière satisfaction tant sur le plan du contenu que sur celui de la présentation. Je suis vraiment peinée à l'idée de ne plus la recevoir. Je déplore grandement votre nouvelle orientation vers l'univers du Web.

Ève Bélanger Surprenant
Sainte-Sophie

Signé monsieur

Pourquoi est-ce que nous ne pourrions pas lire un point de vue masculin dans la *Gazette des femmes*? Les hommes ont évolué depuis le temps et sont, à plus d'un titre, supports de nos causes. Je trouve qu'il est temps que nous ouvrons notre porte à d'autres visions du féminisme. Après tout, la société se compose d'hommes et de femmes. Expliquez-moi svp.

Carol Butler
Boucherville

RDLR : La mission première de la *Gazette des femmes* est de rendre compte de la condition des femmes, au Québec surtout, mais aussi ailleurs dans le monde. Mieux comprendre

leurs préoccupations et connaître les défis qu'elles sont appelées à surmonter en vue d'atteindre l'égalité, voilà ce qui motive la publication du magazine. Par ailleurs, les dossiers, les rubriques et les reportages que nous avons publiés ces dernières années ont, à plus d'une reprise, permis de mettre en lumière le vécu ou l'expertise de certains hommes. Citons notamment le dossier *Par les temps qui courent. Où en sont les parents?* (sept.-oct. 2008), dans lequel des hommes étaient appelés à faire part de leurs préoccupations parentales, ainsi que la rubrique *Bouquins* (janv.-févr. 2009), où était interviewé Richard Poulin, professeur de sociologie à l'Université d'Ottawa et auteur de plusieurs ouvrages sur l'industrie du sexe.

Depuis 1979, cette publication est élaborée à l'initiative et sous la supervision du Conseil du statut de la femme, qui en est l'éditeur.

- **Directrice**
Nathalie Savard
- **Rédactrice en chef**
Nathalie Bissonnette
- **Rédactrice-révisrice**
Sophie Marcotte
- **Correctrices d'épreuves**
Sophie Marcotte et Annie Paré

- **Réalisation graphique**
Michèle Tellier
- **Adjointe administrative**
Gaétane Laferrière
- **Photographie en couverture**
Montage : Michèle Tellier
Photographies : iStockphoto
- **Impression**
Transcontinental
- **Marketing et publicité**
Gaétane Laferrière, tél. : 418 643-4326
ou 1 800 463-2851



Forest
Stewardship
Council

- **Courriel**
gazette@csf.gouv.qc.ca
 - **Site Internet**
www.gazettedesfemmes.com
 - **Changements d'adresse et retours postaux**
Gazette des femmes
Service aux abonnés
4380, rue Garand
Saint-Laurent (Québec) H4R 2A3
Tél. : 1 800 665-5372
Téléc. : 514 333-9795
gazettefemmes@quebecorworld.com
- Dépôt légal : 3^e trimestre 2009
ISSN : 0704-4550
© Gouvernement du Québec

Les articles publiés dans la *Gazette des femmes* sont indexés dans Repère et dans l'Index de la santé et des services sociaux.

La *Gazette des femmes* se dégage de toute responsabilité par rapport au contenu des publicités publiées dans ses pages.

Poste-publications — N° de convention : 40069512

**Conseil du statut
de la femme**

Québec



FÉMINISME ET « DÉVELOPPEMENT DURABLE »

UNE ALLIANCE
POSSIBLE?

UNIVERSITÉ LAVAL

Québec, du 30 mai au 5 juin 2010

Pour sa huitième édition,

L'UNIVERSITÉ FÉMINISTE D'ÉTÉ

vous convie à une semaine intensive d'échanges et de débats sur les objectifs et les pratiques du féminisme en matière de développement social en compagnie d'une brochette de conférencières et conférenciers dynamiques œuvrant dans divers milieux et disciplines.

- ▶ Aucun préalable
- ▶ Reconnaissance officielle sous forme d'unités de formation continue ou de crédits de 1^{er} ou 2^e cycle
- ▶ Tarif réduit pour les personnes étudiantes, retraitées et membres de groupes de femmes

TARIFS, FORMULAIRES ET MODALITÉS
www.fss.ulaval.ca/universitefeministedete

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
418 656-2131, poste 8930
universite-feministe-ete@fss.ulaval.ca



DEVOIR DE MÉMOIRE

● 25 ● février 2009. L'hiver n'a pas dit son dernier mot. Le soleil ● ● peine à réchauffer l'air glacial de la place D'Youville, à Québec. La salle où je me dirige réunit des employées du Conseil du statut de la femme et du Secrétariat à la condition féminine venues assister à une projection privée du film *Polytechnique*, suivie d'une période d'échanges. Du 6 décembre 1989, dorénavant, je me souviendrai en toute conscience. Se taire une fois, c'est bien assez! Notre devoir à toutes est de nous souvenir...

Il aura fallu plusieurs minutes pour que le silence, qui pesait lourd après la représentation, fasse place à la discussion. Les premiers élans ont porté sur les lieux qui avaient servi de théâtre à ce drame dans la vie de chacune. Commencer par se souvenir. Ensuite, toucher le noyau des émotions enfouies que l'on croyait oubliées. Le visionnement du film *Polytechnique* a permis de lever le voile sur mes propres souvenirs et de laisser émerger beaucoup d'émotions. Je me suis rendu compte à quel point on avait fait taire les femmes ce jour-là. Et j'étais de celles-là.

À l'époque députée et adjointe parlementaire du ministre de l'Environnement, je participais ce soir-là aux travaux du Parlement, alors en session intensive à l'Assemblée nationale. Rapidement informés de la nouvelle, nous étions sous le choc. Des images de mai 1984 et de la tuerie survenue au parlement nous revenaient douloureusement à la mémoire. Était-ce là l'acte d'un fou de la même espèce? Probablement. Je ne pouvais me résoudre à croire que ce drame avait fait 14 victimes, des jeunes femmes, simplement parce qu'elles étaient des femmes. Je

n'arrivais pas à admettre que l'on pouvait poser un tel geste volontairement, ici au Québec, à l'aube du 21^e siècle. J'étais dans l'erreur. Le motif de cette affreuse tragédie était l'antiféminisme. Ce geste n'avait pas été commis par un tireur fou. C'était un geste démesuré, signe d'une détresse humaine, certes, mais antiféministe. De la bouche même de l'auteur du drame.

Il est faux de dire que cet événement a été récupéré par les féministes. Mais il aura fallu deux décennies et un film pour le comprendre et en être totalement convaincues.

Ce que je me suis rappelé également, c'est que personne d'entre nous n'était autorisé à faire de déclaration publique, hormis la ministre déléguée à la Condition féminine, la vice-première ministre ou le ministre de l'Éducation. La raison? Danger de récupération des événements au profit de... Mais de quoi au juste? De reconnaître et de dénoncer la haine des femmes? De voir révélés au grand jour les propos haineux de l'époque à l'endroit du féminisme et de plusieurs féministes? Le Conseil du statut de la femme n'a diffusé aucun communiqué de presse après la tragédie de *Polytechnique*, pas plus que la *Gazette des femmes* n'a fait mention ou n'a traité du drame dans ses pages. Silence. Nous

avons été muselées sans trop nous en rendre compte. Il est donc faux de dire que cet événement a été récupéré par les féministes. Mais il aura fallu deux décennies et un film pour le comprendre et en être totalement convaincues.

Partagée entre la peine et la colère, j'en veux à ce courant antiféministe et je souffre encore de penser que 14 jeunes ont perdu la vie parce qu'elles étaient des femmes. Que des familles ont été brisées par ce crime abject. Existe-t-il un terreau fertile pour qu'une telle tragédie se produise de nouveau? Je souhaiterais affirmer que non. Mais lorsque j'entends ou qu'on me rapporte les propos de certains animateurs de radio – celle que l'on qualifie de « radio poubelle » –, je crains qu'ils ne constituent le germe potentiel de la haine et de la violence à l'endroit des femmes. Raison de plus pour dénoncer toute prise de parole, notamment sur la place publique, contenant des propos discriminatoires ou violents envers les femmes.

Le colloque international et multidisciplinaire organisé à l'Université du Québec à Montréal en décembre prochain, sous l'égide de l'Institut de recherches et d'études féministes, permettra entre autres d'évaluer la signification qui a été attribuée à ce drame, au Québec et ailleurs, et de discuter de la problématique des violences faites aux femmes et aux féministes. Je souhaite sincèrement que cette action en soit une de plus pour diminuer, voire éliminer, la haine à l'endroit des femmes du monde entier. ::

Christiane Pelchat
Présidente
Conseil du statut de la femme

Culotté, le féminisme élect

Webzines, réseaux, blogues : les féministes prennent le Web d'assaut, en laissant souvent leurs gants blancs au vestiaire.

| par Melina Shoenborn

● ● Le féminisme, c'est accessible? » demande Caroline dans un appel à tous publié sur le webzine québécois **www.jesuisfeministe.com**. Les réponses fusent, tantôt joyeuses, tantôt furieuses. Marie-Anne revendique un féminisme plus inclusif, un trouble-fête vient semer la bisbille, Catherine sort de ses gonds. Grâce à Internet, les féministes de tout acabit peuvent désormais s'exprimer librement...

Jesuisfeministe.com a été créé en octobre 2008 par deux Québécoises dans la trentaine: Isabelle N. Miron et Marianne Prairie (aussi membre des Moquettes Coquettes). Environ 3 000 visiteurs consultent le site chaque mois. « Les voix des jeunes féministes ne sont pas entendues au Québec, croit Isabelle N. Miron, travailleuse communautaire à Gatineau. Nous nous sommes donc inspirées du site féministe américain **www.feministing.com** pour créer un espace qui les représente. » Le site américain, qui reçoit plus de 400 000 visiteurs par mois, est l'initiative d'une jeune auteure féministe de New York. « Sur Feministing, il y a une pluralité des voix, explique Isabelle. De nombreuses collaboratrices expriment des points de vue divergents et défendent des posi-

tions qui ne sont pas populaires. En français, on trouvait qu'il y avait un manque. »

Un féminisme affranchi

Pas de ligne éditoriale, donc, sur **jesuisfeministe.com**. Isabelle et Marianne éditent les textes de plusieurs collaboratrices régulières qui écrivent librement. La plus jeune a 17 ans. « Je ne suis pas d'accord avec toutes leurs opinions. Mais je tiens à les mettre en ligne. On veut éviter les tabous, créer des remous », affirme Isabelle. Le site est divisé en sections : Arts, Sexualité, Couple et famille, Éthique et religion, Médias, International, pour ne nommer que celles-là. Parmi ses nombreux atouts : sa mise en page au design épuré et agréable pour l'œil.

Dans son texte *Writing Feminist Webzines and the Confusion of Identity*, paru dans le *Journal of Philosophy of Education* en 2000, la théoricienne américaine Barbara J. Duncan expliquait déjà les particularités du webzine féministe. Par la nature de son médium, le webzine donne au féminisme une certaine liberté. Il permet la prolifération de discussions portant sur des sujets controversés, voire tabous; il crée

un espace dans lequel les féministes de tout genre et de tout âge peuvent intervenir de façon créative (des sujets sérieux peuvent être traités avec une dose d'ironie ou d'humour); enfin, les éditrices de ce type de publication n'ont pas les mains liées par les publicitaires, comme c'est souvent le cas dans les médias traditionnels.

Ce qui ne veut pas dire pour autant que le blogue ou le webzine féministe n'est régi par aucune convention. Chez **jesuisfeministe.com**, les textes soumis doivent répondre à certains critères. « Ce n'est pas parce que c'est Internet que l'on doit se relâcher et écrire comme on parle, affirme Isabelle. Certains commentaires, jugés inappropriés, peuvent être retirés du site. Si trouble-fêtes il y a, et qu'on choisit de laisser leurs commentaires, ça dégénère rarement. Ce qui n'est pas le cas de Feministing, qui doit régulièrement gérer des propos carrément haineux écrits par des antiféministes. »

Car si Internet permet aux unes et aux autres de s'exprimer, il amène aussi son lot de messages anonymes, estime Katherine Macnaughton-Osler, éditrice du réseau **NetFemmes**. « Nous recevons souvent des commentaires qui

ronique!

Daniel Lanteigne



réprouvent le financement des groupes de femmes. C'est dommage, car ça fait en sorte que certaines féministes ont peur de s'afficher et de se faire voir. »

Canaliser l'information

Malgré ce bémol, les éditrices Web consultées s'entendent pour dire que le blogue, le réseau ou le webzine féministe créent des ponts importants. « Internet permet de faire des liens entre les recherches des universitaires, le travail des féministes sur le terrain et les femmes marginalisées », croit Nicole Nepton, édimestre et animatrice de **cybersolidaires.org**, créé en 2001.

Ce dernier est un réseau de veille informationnelle sur le mouvement des

Grâce à Internet,
les féministes de
tout acabit
peuvent désormais
s'exprimer
librement...

femmes, le milieu communautaire, l'écologie et l'économie. « Tous les matins, je consulte plus d'une dizaine de sites Internet, explique M^{me} Nepton. C'est ainsi que j'alimente **cybersolidaires.org**. J'essaie de rendre visibles les opinions des minorités et de brasser la cage. »

Pour poser un regard critique et féministe sur la société, il y a Sisyphé. En ligne depuis 2002, le **www.sisyphé.org** est devenu un site d'information, d'analyse

Sans approuver toutes les opinions exprimées, Isabelle Miron, coéditrice de **www.jesuisfeministe.com**, se fait un devoir de mettre en ligne une variété de commentaires afin que soient entendues les multiples voix des jeunes féministes du Québec.

et d'expression féministe incontournable. En témoignent les quelque 8 000 à 10 000 visites reçues quotidiennement. Indépendant idéologiquement et financièrement, le site propose aux internautes préoccupées par les droits des femmes des textes signés par des plumes du Québec et d'ailleurs. S'y côtoient analyses, rapports de recherche, critiques et opinions portant sur les droits de la personne, la condition des femmes, différents enjeux sociaux, politiques et économiques.

À VISITER



SISYPHE

Site féministe d'information et d'analyse, indépendant financièrement, créé et édité par Micheline Carrier, chercheuse et journaliste indépendante bien connue pour ses positions féministes.

www.sisyphe.org

JE SUIS FÉMINISTE

Correspondance entre jeunes féministes dans la vingtaine et la trentaine qui écrivent depuis différents endroits du Québec et du globe.

www.jesuisfeministe.com

RÉSEAU NETFEMMES

Documents en ligne, liste de discussion, offres d'emploi, actualités, femmes et politique, répertoires.

www.netfemmes.cdeacf.ca

RELAIS-FEMMES

Formation en ligne sur le féminisme.

www.relais-femmes.qc.ca/FADAFEM/index.html

CAMPUS FÉMINISTE

Blogue pour la promotion de l'égalité des sexes (Université de Montréal).

www.campusfeministe.blogspot.com

CYBERSOLIDAIRES

Réseau s'intéressant particulièrement aux filles et aux femmes marginalisées. Sélection de films et de vidéos, dossiers divers.

www.cybersolidaires.org



KICKACTION

Communauté en ligne pour les filles et les jeunes femmes qui ont des opinions à partager, qui prennent position et qui agissent de façon créative pour engendrer des changements positifs dans leur communauté et à travers le monde.

www.kickaction.ca

FÉMINISTE 101

« Zine » écrit par des jeunes femmes qui souhaitent parler de leur féminisme et en démystifier certains aspects. Entrevues.

www.kickaction.ca/feministe101



FEMINISTING

Analyses, commentaires, revues de presse, entrevues, club de lecture.

www.feministing.com



DU ROSE DANS LE GRIS

Le blogue de six réseaux de femmes cadres supérieures pour la mixité dans la vie publique.

www.drdlg.blogspot.com

Et c'est du sérieux ! Sisyphe veille à la véracité et à la crédibilité des propos publiés sur sa plateforme en exigeant systématiquement une courte biographie des auteurs. De même, un forum « a priori modéré », comme le précisent les coéditrices, Élane Audet et Micheline Carrier, permet d'échanger des points de vue de manière civilisée. Tous les messages reçus sont d'ailleurs lus avant d'être publiés... ou rejetés. Et si l'importance est d'abord accordée aux idées, la forme n'est pas en reste : les textes doivent être rédigés dans une langue correcte et non sexiste.

Créé en 1998, NetFemmes s'inscrit également dans ce contexte de pluralité éditoriale. Son objectif : diffuser les prises de position, les appels à l'action et les offres d'emploi sur sa plateforme, alimentée par tous les membres du réseau. Son bulletin électronique s'avère un outil précieux. « Il informe présentement 1 600 abonnées et son taux de participation augmente constamment. Les femmes et les groupes de femmes me disent souvent qu'elles sont surchargées d'information. Le bulletin agit comme un condensé », relate Katherine Macnaughton-Osler. Deux fois par mois, les abonnées reçoivent gratuitement dans leur boîte de courriel un survol des actualités féministes au Québec, au Canada et dans le monde. Les sources sont variées : journaux, groupes de femmes, associations communautaires et communiqués gouvernementaux.

Autre avantage du féminisme sur le Web : l'échange et l'affichage de l'information sont dynamiques et propices aux ramifications. « Si on ne lit que *La Presse* et *Le Devoir*, ce n'est pas suffisant, estime Nicole Nepton de Cybersolidaires. Sur Internet, on peut trouver des documents supplémentaires, des vidéos, des liens vers d'autres articles sur le féminisme. Ça complète les dossiers. »

M^{me} Macnaughton-Osler souhaiterait que le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition



« Les femmes me disent souvent qu'elles sont surchargées d'information. Le bulletin électronique diffusé deux fois par mois par NetFemmes agit comme un condensé. »

Katherine Macnaughton-Osler, édimestre de ce réseau



« J'essaie de rendre visibles les opinions des minorités et de brasser la cage. »

Nicole Nepton, édimestre et animatrice de cybersolidaires.org

féminine (CDEACF), qui gère NetFemmes, obtienne du financement pour aller plus loin. « On voudrait filmer des ateliers de formation sur la gestion de l'information et les mettre en ligne sur NetFemmes. » Au lieu d'atteindre une dizaine de femmes seulement dans un contexte *in situ*, la formation en ligne permettrait ainsi d'en rejoindre des centaines.

Mais encore, du financement ne serait pas de refus afin d'« entretenir » ces sites. « Car oui, les groupes de femmes s'approprient de plus en plus les nouvelles technologies, mais une fois que leur site est créé, l'argent requis pour le maintenir à jour fait défaut », affirme Nicole Nepton, qui est également pigiste en création de sites Web. Elle croit que des subventions seraient bienvenues pour recruter des animatrices de sites Web ou offrir des formations en technologies de l'information aux intervenantes des groupes de femmes. « Car tant qu'à avoir un cadavre de site, vaut mieux s'abstenir. »

« Ce n'est pas pour rien que le blogue sur le commerce électronique de Michelle Blanc [NDLR : également

connue pour sa participation à l'émission *Tout le monde en parle* à titre de conférencière et consultante transsexuelle en webmarketing] fait partie du palmarès des 15 blogues les plus consultés au Québec, croit M^{me} Macnaughton-Osler. Michelle Blanc est avant-gardiste. Elle vulgarise l'information et la présente dans un langage clair. Son site est dynamique. Elle échange régulièrement avec les visiteurs », affirme l'édimestre de NetFemmes.

Attention, propos pimentés

Si un langage clair et net contribue au succès, des propos bien relevés – voire incisifs – apparaissent comme une plus-value appréciée. Les collaboratrices du site Feministing l'ont compris : leurs textes ne manquent pas de caractère. « Nous désapprouvons le stéréotype de type "féministe privée d'humour" », écrivent-elles dans leur communiqué de presse. Dans sa section *Fuck you Fridays!*, Feministing dénonce chaque vendredi une action politique, sociale ou économique qui a eu lieu durant la semaine. Dans le cas où une action est saluée, on parle plutôt des *Fuck yeah Fridays!* Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir !

De son côté, sur www.jesuisfeministe.com, Isabelle N. Miron s'exprime avec mordant sur la question des noms de famille à donner aux enfants : « Il m'arrive de moins en moins souvent de me sentir comme une extraterrestre avec mes idées féministes (merci entre autres à ce blogue et au fait que je ne fréquente plus l'école secondaire). Toutefois, un sujet sur lequel je suis seule dans le coin du ring : le double nom de famille. Si mes enfants ne devaient avoir qu'un seul nom de famille, ce serait le mien, bâtard ! » C'est noté !

Le féminisme sur le Web a du toupet... et de la broue dedans. Les infatigables collaboratrices de Sisyphe, Cybersolidaires, Netfemmes et Jesuisfeministe poursuivent sans relâche leur travail de collecte, d'analyse et de partage de l'information toutes les semaines. Et elles ne sont pas les seules ! Pour prendre la pleine mesure des expressions diverses du féminisme sur le Web, consultez en p. 8 notre liste de réseaux, de blogues et de webzines d'ici et d'ailleurs qui sauront vous sustenter.

Bonne lecture ! ::



Marie-Andrée Boivin

Place du 6-Décembre-1989. Mélissa Blais est assise sur l'une des 14 stèles érigées à la mémoire des victimes de la tuerie de Polytechnique.

Retrouver

« *J'haïs les féministes* » : le 6 décembre 1989 et ses suites, un titre percutant pour un livre portant sur un événement qui le fut tout autant. Entretien avec son auteure, Mélissa Blais, sur les conséquences et les enjeux du drame de Polytechnique.

| Propos recueillis par Pascale Navarro

Il y a 20 ans, le 6 décembre 1989, un terrible ouragan soufflait sur le Québec, laissant dans son sillage 14 mortes, beaucoup de peine, de souffrance et de silence. En cette soirée aux allures hivernales, un jeune homme est entré à l'École polytechnique de Montréal et a commis l'irréparable : il a tiré sur plusieurs étudiantes et en a tué 14 en prononçant ces mots : « J'haïs les féministes ! »

C'est cette phrase, proférée par Marc Lépine, que Mélissa Blais a choisie pour

titrer son ouvrage portant sur ce tragique événement. La jeune féministe de 31 ans, doctorante en sociologie à l'UQAM, avait 11 ans quand le drame a eu lieu. Dans son volumineux essai, elle réfléchit sur les conséquences et les enjeux de Polytechnique, et la transmission de sa mémoire. Elle analyse minutieusement les discours journalistique et médiatique, leur traitement des divers témoignages et exposés féministes qui ont suivi la tragédie, en plus de consacrer un chapitre au film *Polytechnique* de Denis Villeneuve, sorti l'hiver dernier.

Gazette des femmes : Vous étiez toute jeune lors du drame de Polytechnique. Comment avez-vous ressenti le besoin de plonger dans ce projet de livre ?

Mélissa Blais : C'est une longue histoire... Jeune militante, j'ai été frappée par le fait qu'on parlait peu de Polytechnique, et surtout jamais de l'antiféminisme de l'époque. Puis, lors d'une commémoration du 6 décembre à laquelle je participais, j'ai croisé l'ex-copain d'une femme tuée lors du drame. Il posait ses affiches... Il a

la mémoire

exprimé à quel point il lui était important de prolonger la mémoire de ces femmes. Il disait qu'il ne fallait pas les oublier, qu'on devait faire notre part pour qu'un tel événement ne se reproduise jamais. Ça m'a beaucoup touchée. Je me disais qu'il fallait faire plus. Ensuite, en 2001, lors d'un atelier sur les violences faites aux femmes, nous avons échangé avec des femmes immigrantes qui ignoraient tout de cet événement et qui ont été bouleversées lorsqu'elles en ont appris l'existence : elles n'auraient jamais cru qu'une telle chose puisse arriver ici, au Québec. Tout ça m'a amenée à creuser la question.

Quel champ d'observation avez-vous privilégié dans votre livre ?

Celui des médias. C'est par eux que toute l'information est arrivée, à com-

mencer par la lettre de Marc Lépine. Les médias étaient LE vecteur d'information. Un espace dynamique qui cherchait déjà, quelques heures après la tuerie, à créer une mémoire collective. Dès le lendemain, on parlait d'un moment de mémoire, d'un moment historique.

Que souhaitez-vous faire avec votre nouvel ouvrage ?

Un travail de mémoire, mais également de prévention. C'est très important. Lorsque je prononce des conférences dans des collèges et que je parle aux jeunes des événements de Polytechnique, je me rends compte que tout cela leur est inconnu : on n'en parle pas dans les livres d'histoire et ils n'en savent strictement rien. Or, quand je leur raconte ce qui s'est passé, ils sont secoués.

Ils n'en reviennent pas que ça ait eu lieu ici, dans leur coin de pays. Pourtant, sur le plan social et politique, le Québec a changé après Polytechnique; il y a eu tout un mouvement pour restreindre l'accès aux armes, on a décrété une journée nationale de commémoration, les corps policiers ont modifié leurs méthodes d'intervention, le gouvernement a injecté des sommes considérables pour soutenir le travail des groupes de femmes... C'est tout ça qui doit être relayé. Je suis donc en faveur de l'intégration de la tuerie de Polytechnique aux manuels d'histoire.

Le grand problème de Polytechnique, ce sont les débats qui, en fait, n'en sont pas : les gens ont peur de parler de l'événement. Comment interprétez-vous ce malaise ?

Pour moi, le principal problème est surtout qu'on ne parle pas de l'antiféminisme derrière cette tragédie. Le contexte de l'époque n'est pas pris en considération, il est même carrément occulté. Au cours de ces 20 ans, on a plutôt mis l'accent sur d'autres sujets (néanmoins importants) : une trop grande circulation des armes, les troubles psychologiques du tueur et, particulièrement ces dernières années, la souffrance masculine. Pourtant, Marc

JE ME SOUVIENS

À l'occasion de la commémoration du triste événement, Mélissa Blais organise à l'UQAM le colloque « La tuerie de l'École polytechnique 20 ans plus tard. Les violences masculines contre les femmes et les féministes ». Sous l'égide de l'Institut de recherches et d'études féministes, il réunira 76 chercheurs de plusieurs pays et sera inauguré par une expo-happening (*Troubler le repos / Disturbing the Peace*) présentée du 4 au 19 décembre par le groupe féministe américain Guerilla Girls, invité pour l'occasion par la Galerie de l'UQAM. Le tout culminera avec une marche organisée par la Fédération des femmes du Québec (FFQ), le 6 décembre.

Lépine a déclaré, écrit et explicité son antiféminisme, il a prémédité son geste et lui a donné un sens : c'était un geste contre les femmes. Une société doit laisser place à beaucoup d'hostilité envers les féministes pour qu'un homme exprime sa haine de cette façon. Et c'est ça qu'on ne veut pas entendre.

C'est aussi un sujet abordé dans votre livre : le climat de terreur dans lequel vivent, d'une certaine façon, les féministes...

En fait, depuis 20 ans, elles ne parlent plus comme elles le faisaient. Je connais beaucoup de femmes qui ont peur. Plusieurs centres d'aide aux femmes vic-

Touchée par l'appel à l'action de l'ex-copain d'une jeune femme tuée le 6 décembre 1989, Mélissa Blais a décidé de creuser la question et d'analyser les événements à travers la lorgnette des médias.



Marie-Andrée Boivin

times de violence conjugale, ou des féministes tout court, reçoivent des menaces à leur intégrité et à leur sécurité. Bref, on les force au silence. Et on n'aborde jamais cette situation particulièrement troublante.

De plus, le fait que cette tragédie se soit produite nous dit quelque chose sur notre société. Quand Marc Lépine écrit que les féministes lui ont gâché la vie, il faut entendre ça, et tenir compte du climat culturel et social qui lui permettait de penser et de dire ça. Je crois qu'il faut avoir ce courage.

Dans le discours social actuel, on observe beaucoup de sympathie à l'égard de la souffrance masculine, un élément impossible à passer sous silence. Quelle place tient la souffrance des hommes dans votre vision des choses ?

Bien sûr, je ne la nie pas. Ils vivent des problèmes sociaux qui peuvent être de différente nature : pauvreté, troubles de santé mentale, exclusion... On doit évidemment considérer ces problèmes avec sérieux. Mais je me désole de voir que, à cause de cela, la discrimination systé-

mique envers les femmes est occultée, voire taboue. Et ça, il faut le dénoncer.

Selon vous, le film Polytechnique est une représentation de cette occultation ?

Oui, mais indirectement. Le personnage de Valérie, joué par Karine Vanasse, surmonte sa peine, mais vainc aussi le sexisme du système scolaire et la misogynie du responsable des stages, puis réussit à devenir ingénieure. Son ami Jean-François, lui, ne survit pas à sa tristesse, à son sentiment de culpabilité, et se suicide. La conclusion symbolique est la suivante : la femme est forte et s'en sort, et l'homme, lui, s'écroule. Tout d'un coup, on a le sentiment que c'est l'homme, la victime. Alors que la réalité objective, c'est que 14 femmes ont été tuées parce qu'elles étaient des femmes, nous a dit Lépine. Quand on insiste sur la souffrance masculine – que je ne nie pas, je le répète –, on déplace le focus. On ne voit plus la réalité en face. ::

Mélissa Blais, « J'ai haï les féministes » : le 6 décembre 1989 et ses suites, Les éditions du remue-ménage, 262 p.

EXTRAIT

« Depuis le 6 décembre 1989, ce qui met la documentariste Maureen Bradley en colère, ce n'est pas le souvenir du massacre de quatorze femmes mais le déni de la colère des féministes et le ressac antiféministe. Alors que depuis plus de 20 ans, des féministes se mobilisent et continuent de sensibiliser la population par rapport aux violences faites aux femmes, dénonçant le fait qu'il s'agit d'une prise de pouvoir généralement exercée par un ou des hommes sur une ou des femmes, des antiféministes de tout acabit cherchent à leur mettre des bâtons dans les roues et à renforcer les stéréotypes à leur endroit. "Les féministes causent du tort aux hommes", s'exclament certains, "elles pensent que tous les hommes sont des Lépine en puissance", s'indignent les autres. Avec de tels préjugés, comment est-il possible de saisir ce que les féministes ont réellement dit après le massacre du 6 décembre ? »

Maman et féministe : UNION POSSIBLE ?



Pondérer maternité et égalité, pas facile ! Le temps d'une courte prise de vues et déjà, le débat était bien engagé entre Annie Vézina, anthropologue et chargée de cours à l'UQAM, et Francine Descarries, professeure et coordonnatrice de la recherche à l'Institut de recherches et d'études féministes de la même institution d'enseignement. D'un côté, l'une est convaincue que la liberté tant recherchée par les femmes devrait aussi leur donner le choix de travailler ou non lorsqu'elles deviennent mères, alors que l'autre soutient que si les femmes ont de la difficulté à concilier carrière et bébés, c'est qu'elles se réassignent elles-mêmes dans l'univers des tâches domestiques. Échanges corsés à lire dans *Les mamans équilibrées* en **page 22**.

Les Québécoises ont plus d'enfants qu'avant. L'an dernier, l'indice de fécondité était de 1,74 enfant par femme, un sommet depuis 1976! Qu'est-ce qui a pu contribuer à accroître le nombre de naissances? Et d'abord et avant tout, **pourquoi les couples décident-ils de procréer?**

DERRIÈRE LE « BOOM »

| par Brigitte Saint-Pierre et Nathalie Bissonnette

Depuis 2003, un scénario encore nouveau se répète chaque année au Québec : de plus en plus de pouspons voient le jour! Après avoir fait face à un choc démographique sans précédent, le Québec vit donc une situation aussi inattendue qu'inespérée. À tel point qu'une étonnante curiosité semble avoir gagné la société. En témoignent les pages consacrées au sujet dans les médias depuis le début de l'année.

Cette augmentation des naissances s'est davantage fait sentir depuis 2006, mais pas au point de parler d'un *baby-boom*, explique Chantal Girard, démographe à l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). « Le concept de *baby-boom* est utilisé pour désigner le phénomène lié aux nombreuses naissances de la période de l'après-guerre, qui s'est échelonnée sur 20 ans au Québec, de 1946 à 1966. On comptait alors entre 110 000 et 145 000 naissances chaque année et l'indice de fécondité oscillait entre 3,5 et 4 enfants par femme. En utilisant le même terme maintenant, on risque de tirer des conclusions hâtives et de penser que la situation ac-

tuelle est de la même ampleur, ce qui n'est pas le cas. »

Si le taux de fécondité a crû chez les femmes de la plupart des groupes d'âge, l'augmentation la plus significative s'observe chez celles de plus de 30 ans. « On n'a noté qu'une légère augmentation du côté des femmes âgées de 24 à 28 ans », ajoute la démographe. Bien que minime, cette hausse marque toutefois un changement par rapport à la tendance des 15 dernières années. Durant les années 1990 et au début des années 2000, on observait plutôt une diminution du nombre de femmes qui avaient des enfants avant la fin de la vingtaine. En 2008, l'âge moyen à la maternité était de 29,7 ans (voir graphique 1, p. 16).

Et ce qui permettrait d'anticiper encore plus d'enfants à naître, c'est que les femmes sans enfant sont moins nombreuses, fait remarquer M^{me} Girard. Environ 24 % des Québécoises aujourd'hui âgées de 49 ans (soit près d'une femme sur quatre) n'ont pas mis de bébé au monde durant leur vie reproductive. Cette proportion devrait

baissier à 19 % pour les femmes qui ont actuellement 37 ans, selon les estimations de l'ISQ.

Plus de femmes font donc des enfants. Mais en ont-elles plus qu'avant? Un peu. On note une légère augmentation des naissances de troisièmes enfants – 7 % entre 2007 et 2008 – ainsi que d'enfants de rang 4 ou plus, comme on dit dans le jargon (soit les quatrièmes enfants ou plus). Néanmoins, ce sont encore les naissances de premiers ou de deuxièmes enfants qui représentent la majorité.

Le fameux pourquoi

Mais comment expliquer ce bond des naissances? Qu'est-ce qui pousse les femmes – et les hommes – à procréer? D'abord, le désir d'enfant. En 2007, le Conseil permanent de la jeunesse (CPJ) a interrogé 100 jeunes (de 17 à 33 ans) de différentes régions du Québec, dont 60 de sexe féminin. « Bien qu'il soit réduit et ne prétende en aucun cas être statistiquement représentatif de l'opinion de l'ensemble des jeunes Québécoises et Québécois, cet échantillonnage



iStockphoto / Anutik

L'augmentation du taux de fécondité la plus significative s'observe chez les femmes de plus de 30 ans.

n'en dévoile pas moins certains courants de pensée sur la maternité ou la paternité», précise l'organisme.

Selon cet avis, la grande majorité des jeunes interrogés souhaitaient avoir des enfants, et plus d'un. Questionnés sur leurs motivations, bon nombre

considéraient cela comme naturel. Certains ont évoqué la préservation de la vie sur terre et la transmission de l'héritage humain. D'autres ont fait part d'un désir de se doter d'une descendance et de léguer leur héritage et leurs valeurs. Certaines personnes ont également fait référence à leurs « vieux jours » et à leur volonté d'être alors entourées d'enfants et de petits-enfants. Plusieurs ont mentionné envisager la maternité ou la paternité par amour des enfants. Certains percevaient la naissance d'un enfant comme une étape de l'évolution de leur couple. D'autres rapportaient le désir de créer une famille. Voir des gens de leur entourage avoir des enfants et apprécier

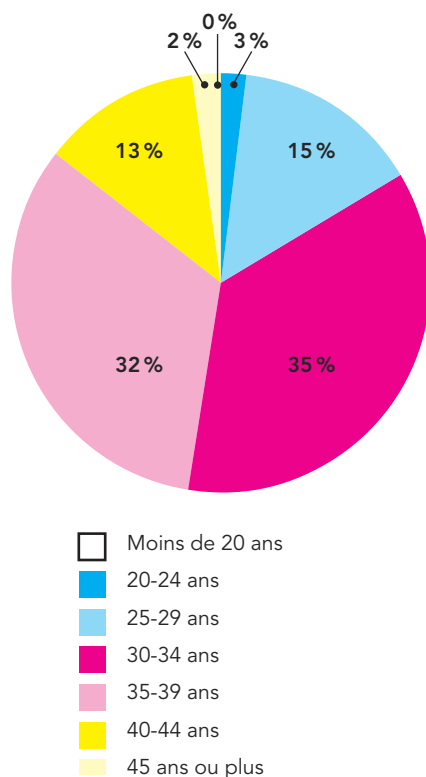
Scolarisées et âgées en moyenne de 29,7 ans au moment de donner naissance à leur premier enfant, les Québécoises seraient sensibles aux politiques gouvernementales généreuses avant de concrétiser leur désir d'enfant.

cette expérience incitait aussi des répondants à s'engager dans cette voie.

La démographe Éveline Lapierre-Adamcyk, professeure émérite à l'Université de Montréal, faisait le même constat lors d'un colloque organisé en 2000 par le Conseil de la famille et de l'enfance. « Depuis le milieu des années 1970, toutes les enquêtes qui ont demandé aux jeunes d'indiquer le

Graphique 1 POURCENTAGES DES
NAISSANCES SELON LE GROUPE
D'ÂGE DE LA MÈRE, QUÉBEC, 2008

(données provisoires)



Source : CSF selon l'ISQ

nombre d'enfants qu'ils prévoient avoir montrent que les aspirations des jeunes femmes, tout aussi bien que celles des jeunes hommes, se situent à deux enfants en moyenne», soulignait-elle. Le désir d'enfant chez les jeunes est donc bien là.

Fécondité sous influence

Entre souhaiter mettre des enfants au monde et passer à l'action, il y a cependant un pas... ou mieux encore, des conditions favorables. Parmi celles-ci, la plupart des jeunes rencontrés par le CPJ ont d'abord nommé la présence d'un conjoint ou d'une conjointe. « Un peu moins que l'amour, la connaissance de soi et de l'autre ou la durabilité du couple, les salaires, les conditions de travail, la stabilité financière ou les possessions matérielles figurent au deuxième rang sur le plan de l'importance accor-

NAISSANCES ET INDICE SYNTHÉTIQUE DE FÉCONDITÉ*, QUÉBEC, 2000-2008

	Naissances (Nombre)	Indice synthétique de fécondité (Nombre moyen d'enfants par femme)
2000	72 010	1,452
2001	73 699	1,495
2002	72 478	1,475
2003	73 916	1,503
2004	74 068	1,501
2005	76 341	1,542
2006	81 962	1,648
2007 (données provisoires)	84 200	1,682
2008 (données provisoires)	87 600	1,735

* L'indice synthétique de fécondité est la somme des taux de fécondité par âge, pour une année donnée. Il peut être interprété comme le nombre moyen d'enfants que mettrait au monde une femme si elle connaissait, durant toute sa vie féconde, les conditions de fécondité observées cette année-là.

Source : Institut de la statistique du Québec

dée aux conditions susceptibles de favoriser ou non la concrétisation du désir d'enfant», rapporte le CPJ.

Les facteurs économiques feraient donc partie des éléments qui influent sur la fécondité. Une hypothèse aussi confirmée dans le document *La politique familiale, les tendances sociales et la fécondité au Québec: une expérimentation du modèle nordique?*, publié par le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine du Québec en 2006. Les auteurs de ce document, Laurent Roy et Jean Bernier, ont également évoqué l'influence potentielle des valeurs et des politiques familiales, à la lumière de diverses théories et études.

Autre influence possible, l'incidence de l'état du marché du travail et des politiques familiales sur la fécondité, selon Roderic Beaujot et Juyan Wang, du Population Studies Centre de l'Université de Western Ontario. Dans *Low Fertility Lite in Canada: The Nordic Model in Quebec and the U.S. Model in Alberta*, paru en 2009, les auteurs soulignent que la hausse de la fécondité au Canada entre 2002 et 2006 a été particulièrement marquée en Alberta et au Québec. Or, les jeunes familles de ces provinces bénéficient d'une certaine sécurité liée à de bonnes possibilités d'emploi dans le premier cas et à des politiques fami-

liales dans le second, font-ils remarquer. Ils notent au passage l'existence des services de garde subventionnés ainsi que du Régime québécois d'assurance parentale, dont les prestations sont plus accessibles et généreuses que celles offertes par le gouvernement fédéral.

Benoît Laplante, professeur et directeur des programmes de démographie au centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), mentionne quant à lui certaines hypothèses qui pourraient expliquer la hausse de la fécondité au Québec ces dernières années et qu'il serait intéressant de vérifier. « La première, c'est que la politique familiale québécoise a les effets souhaités, c'est-à-dire permettre aux gens d'avoir les enfants qu'ils ont envie d'avoir », indique-t-il.

La deuxième hypothèse découle de celle que le professeur Richard A. Easterlin a exposée pour la première fois en 1980 dans *Birth and Fortune: The Impact of Numbers on Personal Welfare*. Selon cette théorie, trois facteurs exercent une influence sur le nombre d'enfants qu'aura un couple. Le premier est la taille de la cohorte à laquelle ces gens appartiennent, c'est-à-dire le nombre de personnes nées durant la même période qu'eux. Le deuxième a

trait à l'état du marché du travail et à la facilité avec laquelle ils peuvent s'y intégrer. Le troisième concerne les aspirations qu'ils ont développées à partir de la situation observée lorsqu'ils étaient enfants, en particulier en termes de conditions de vie.

Or, Benoît Laplante fait justement remarquer que les jeunes qui ont fait leur entrée sur le marché du travail dans les dernières années appartenaient à des cohortes relativement peu nombreuses, que les conditions économiques étaient meilleures qu'elles ne l'avaient déjà été et qu'une pénurie de main-d'œuvre est appréhendée au Québec. Une piste qui mériterait d'être évaluée.

Immigrantes plus fécondes ?

La troisième hypothèse évoquée par M. Laplante pour comprendre l'augmentation des naissances au Québec pourrait en partie s'expliquer par la hausse du nombre de personnes nées à l'étranger et par la tendance de certaines immigrantes à avoir plus d'enfants que les femmes nées ici. Selon lui, une partie d'entre elles conserveraient des habitudes et des valeurs liées à la fécondité répandues dans leur pays d'origine. Ainsi seraient-elles plus enclines à mettre au monde un troisième ou un quatrième enfant. De fait, 18,6 % des enfants de rang 1 et 20 % des enfants de rang 2 ayant vu le jour au Québec en 2008 avaient une mère née à l'extérieur

DIPLÔME = ENFANT ?

Les femmes titulaires d'un diplôme universitaire ont mis au monde plus du tiers des enfants nés en 2008. La même année, plus du quart des nouveau-nés avaient une mère pour qui le secondaire était le plus haut niveau de scolarité réussi.

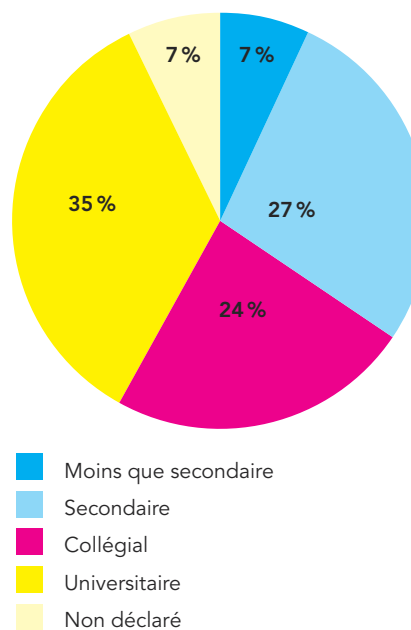
du Canada, alors que cette proportion grimpe à 23 % pour les troisièmes enfants et à 26,1 % pour les enfants de rang 4 ou plus.

Pour Chantal Girard, la proportion croissante d'immigrantes ne peut pas expliquer à elle seule la hausse de la fécondité, puisque l'indice de fécondité a augmenté dans presque toutes les régions du Québec au cours des dernières années. « Si c'était lié aux immigrantes, on aurait observé une augmentation concentrée à Montréal », fait remarquer la démographe de l'ISQ.

Par ailleurs, souligne-t-elle, comme la fécondité était peu élevée au début des années 2000, il y a vraisemblablement une portion de rattrapage. « Des femmes qui n'avaient pas eu leurs enfants vers la fin de la vingtaine les ont mis au monde dans la trentaine », explique-t-elle, ajoutant que des femmes plus jeunes ont, durant la même période, commencé à avoir des bébés.

Graphique 2 POURCENTAGES DES NAISSANCES SELON LE DERNIER NIVEAU DE SCOLARITÉ RÉUSSI PAR LA MÈRE, QUÉBEC, 2008

(données provisoires)



Source : CSF selon l'ISQ

Somme toute, et malgré toutes les suppositions, les conditions économiques favorables et les politiques gouvernementales généreuses semblent bel et bien jouer sur la décision d'avoir un enfant. Le Québec vivra-t-il un phénomène apparenté à celui des années 1940, 1950 et 1960 ? Rien n'est moins sûr. Et il faudra attendre encore au moins 15 ans avant de le confirmer. ::

Le théâtre

DANS VOTRE MILIEU

Un outil de prévention et de sensibilisation percutant.

WWW.PARMINOU.COM

Information
819 758-0577

implication citoyenne
questionnement du calcul
de la richesse
droits des résidents
gestion du risque

T H É Â T R E

PARMINOU

CONDAMNÉES À CONJUGUER À L'IMPARFAIT ?

Concilier vie de famille et travail sans y laisser trop de plumes, est-ce possible ? À l'aube de l'instauration d'une nouvelle norme de conciliation pour les entreprises, la question reste entière.

| par Helen Faradji

Le récent bond du taux de natalité apparaît comme une bouffée d'air frais dans un contexte de morosité économique et de pénurie de main-d'œuvre appréhendée. Carole Gingras, directrice du Service de la condition féminine à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, y reconnaît les effets positifs de l'implication gouvernementale. « Le régime des services de garde à 7 \$, les normes minimales du travail qui régissent les heures de travail, les 10 jours de congé annuels pour responsabilité parentale ou familiale, la Loi sur la santé et la sécurité au travail qui protège les femmes enceintes en leur allouant un retrait préventif le cas échéant : toutes ces mesures sont précieuses. Mais le fleuron du Québec, c'est le régime d'assurance parentale qui permet aux deux parents de prendre un congé quand l'enfant arrive. »

En vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006, ce régime – dont les effets se conjuguent sans doute à ceux des places en service de garde à contribution réduite – semble porter ses fruits : le nombre d'enfants par femme est passé de 1,49 en 2001 à 1,74 en 2008, un record depuis 1976.

Bien sûr, le taux de remplacement des générations estimé à 2,1 enfants par femme n'est pas encore atteint, mais les progrès sont significatifs.

Nathalie Loignon et Julie Poulin font partie de ces jeunes femmes qui font grimper la moyenne. Chacune maman de deux enfants, elles admettent que le régime a influé sur leur décision d'avoir des enfants. « L'idée nous trottait dans la tête depuis longtemps, mais mon conjoint était encore aux études, précise Julie. C'est le fait de pouvoir avoir droit au congé payé d'un an qui nous a décidés. Sans ça, on aurait attendu une meilleure situation. »

Du point de vue des employeurs, l'implantation de cette nouvelle mesure a impliqué des ajustements. M^{re} Nathalie Bédard, associée au cabinet d'avocats Donati Maisonneuve, précise : « Le régime en soi ne pose aucun problème. Notre bureau offre d'ailleurs un complément de revenus pour une période de six mois. Mais il est évident qu'on ne souhaite pas que trois avocates tombent enceintes en même temps ! C'est le remplacement qui pose problème. En-



gager quelqu'un pour un an, ce n'est pas facile. »

Rachel Houde, directrice des ressources humaines à l'agence de publicité Palm+Havas, voit pourtant un avantage à ce congé plus long. « Bien sûr, la question du remplacement est complexe, surtout dans notre milieu très compétitif. Mais puisqu'on offre un mandat d'un



« En théorie, la conciliation travail-famille est une priorité. Mais dans la réalité, les femmes courent comme des folles pour y arriver. Ce n'est pas parce que les mesures existent que tout est parfait. »

Carole Gingras, directrice du Service de la condition féminine à la FTQ

an, les remplaçantes et les remplaçants sont plus faciles à trouver que lorsque le congé était de trois ou six mois. »

Le difficile retour

Du strict point de vue du congé, la situation conviendrait donc à toutes les parties. C'est lors du retour au travail que commence le véritable chemin de

Aurélien de Thelma & Lui



« Dans notre agence, on gère des talents, et ces talents sont précieux. On se doit de les "accommoder" avec un quatre jours semaine ou du télétravail. »

Rachel Houde, directrice des ressources humaines dans une agence de pub

Donati Maisonneuve



« De nombreuses avocates ont pris leur place dans le milieu, plusieurs dans des postes décisionnels. Ça a un effet sur l'ouverture d'esprit dans les bureaux. »

Nathalie Bédard, associée dans un cabinet d'avocats

croix de ces femmes qui aident le Québec à se remettre debout. M^{me} Gingras en est bien consciente : « En théorie, la conciliation travail-famille est une priorité. Mais dans la réalité, les femmes courent comme des folles pour y arriver. Ce n'est pas parce que les mesures existent que tout est parfait. »

Les femmes ne sont d'ailleurs pas dupes. Et dès les dernières semaines du congé de maternité, le stress du retour se fait sentir. « J'étais vraiment angoissée, se souvient Nathalie Loignon. Je me demandais comment j'allais concilier mon travail et ma famille. Mes priorités avaient changé, mes enfants étaient au centre. Alors j'ai décidé de recommencer à temps partiel. Au collège où j'enseigne, pendant les deux années qui suivent la naissance, on peut prendre des congés sans solde sans perdre son ancienneté. »

Pour Julie Poulin, qui travaillait en tourisme, les choses ont été plus cauchemardesques. « Quelques semaines avant de retourner travailler, j'ai appris que mon poste avait été supprimé! Après

quelques mois, j'ai trouvé un autre travail, mais j'étais déjà retombée enceinte. J'avais vraiment hâte de retrouver une vie sociale, mais j'avais aussi peur d'avoir l'air de la fille qui vient ramasser son temps de chômage pour repartir un an. Je dis ça parce que j'ai déjà travaillé dans un centre de femmes où j'ai senti de la jalousie envers les femmes enceintes : certains membres du personnel qui n'avaient pas de famille comprenaient mal qu'elles aient droit à des congés spéciaux et à certains avantages alors qu'eux n'avaient aucun congé s'ils avaient un problème. » Qui a dit que les préjugés étaient chose du passé ?

Heureusement, plusieurs entreprises font leur part pour faciliter la vie des jeunes mamans. Donati Maisonneuve ferait d'ailleurs partie des très rares cabinets modèles en matière de conciliation. « Ici, le quatre jours par semaine ne pose pas problème. Et on ne demande pas à celles ou ceux qui l'obtiennent de fournir en quatre jours le même nombre d'heures qu'en cinq. Si l'enfant est malade ou sans gardienne, on peut aussi

accepter des recours ponctuels au télé-travail », précise Nathalie Bédard.

Même situation chez Palm+Havas, même si la pub est un autre milieu très exigeant pour les femmes. « Dans notre agence, on gère des talents, lance Rachel Houde. Et ces talents sont précieux. On se doit de les “accommoder” avec un quatre jours semaine ou du télétravail. »

Nathalie Loignon et Julie Poulin ont elles aussi eu droit à des aménagements. La première a pu ajuster ses horaires à ceux de la garderie, et la seconde, passer à trois jours par semaine. « Mais il n’y a pas de miracle, précise Nathalie. Même avec de bonnes conditions, c’est rock’n’roll. Dans le milieu de l’enseignement, tu rapportes toujours du travail à la maison. Et comme le collège où j’enseigne m’offrait beaucoup de souplesse, je me sentais redevable envers mes supérieurs. Je culpabilisais de ne pas être assez avec mes enfants et de ne pas travailler assez. Je n’étais vraiment pas sereine. » Julie renchérit : « Je voulais tout faire au mieux et je ne me laissais aucun temps libre. J’ai fini par me faire plus de mal à moi qu’aux autres. »

Ainsi, même dans les milieux les plus souples, le cercle de la conciliation travail-famille semble vicieux par nature. D’autant qu’il repose aussi sur une part de chance. En effet, rares sont les entreprises à intégrer des mesures de conciliation à leurs conventions collectives. Chez Donati Maisonneuve et chez Palm+Havas, elles sont octroyées au cas par cas. « On applique la gestion du bon jugement, explique Rachel Houde. La décision d’aménager le temps de travail résulte d’une réflexion, ce n’est pas un oui automatique. »

Du particulier au général

C’est cette organisation aléatoire qui a poussé le Bureau de normalisation du Québec à consulter plusieurs groupes (syndicats, employeurs, employés, groupes de femmes et gouvernement) pour établir une norme de conciliation

travail-famille qui devrait entrer en vigueur en 2010. La FTQ, représentée par Carole Gingras, faisait partie des groupes consultés. « Les mesures existantes sont éparpillées et ne concernent pas tout le personnel. Le besoin d’encadrer tout ça est criant. Selon des études de la FTQ, 85 % des travailleuses estiment avoir un problème de conciliation travail-famille. »

Mais une norme peut-elle vraiment changer quelque chose ? M^{me} Gingras ne se fait pas d’illusions : la norme, qui permettra aux entreprises intégrant plusieurs mesures de conciliation d’obtenir une certification, n’est pas obligatoire. Les entreprises pourront y adhérer sur une base volontaire. « La bataille aurait mérité une politique ou, mieux, une loi-cadre, avec un échéancier et des contraintes. Mais on espère que ça incitera tout de même les entreprises à faire des efforts. C’est un défi qu’il faut relever. » Au moins, les entreprises retireront des avantages d’une telle certification : « Elle les aidera à se doter d’une image positive, à conserver leur personnel, à obtenir un meilleur rendement, à établir un meilleur climat de travail et à diminuer les retards et les absences. »

Interrogées à ce sujet, M^{mes} Bédard et Houde, qui n’avaient pas encore entendu parler de cette norme, se sont montrées sceptiques. « Nos valeurs font qu’on n’aurait pas de difficulté à être certifiés, estime M^e Bédard. Néanmoins, comme nous sommes un bureau de professionnels, nous n’avons pas vraiment de règlements intérieurs. On s’adapte au cas par cas et ça fonctionne bien. » « Pour une entreprise, aller chercher cette reconnaissance est positif, ajoute M^{me} Houde. Mais nous n’en sommes pas encore là. Le travail que nous faisons, avec ses délais serrés et ses exigences, ne permet pas un encadrement trop rigide de la conciliation. La formule au cas par cas nous permet plus de souplesse. »

Reste un dernier aspect dont les effets bénéfiques, bien qu’intangibles, se font

néanmoins déjà sentir : l’évolution « naturelle » des mentalités. « Lorsque j’étais étudiante, je faisais partie de la première promotion où il y avait plus de femmes que d’hommes, raconte Nathalie Bédard. Ces femmes ont pris leur place dans le milieu, plusieurs dans des postes décisionnels. Ça a un effet sur l’ouverture d’esprit dans les bureaux. Bien sûr, il existe encore des cabinets dont le seul souci est de générer des revenus importants et où la mentalité est celle de dinosaures rétrogrades. Là, on voit souvent les femmes abandonner avant d’arriver à un poste haut placé parce qu’elles sont brûlées. Mais honnêtement, entre le moment où j’ai eu mes enfants (ils ont 13 et 16 ans) et aujourd’hui, les choses ont nettement évolué. » Rachel Houde observe aussi ces changements : « Depuis cinq ans, on voit clairement changer les préjugés à l’égard de la maternité. D’abord, les pères s’impliquent beaucoup plus dans la vie des familles. Ensuite, la nouvelle génération a des exigences différentes en matière d’équilibre entre carrière et vie de famille. Pour garder ces jeunes au sein de l’entreprise, il faut les “accommoder”. C’est donnant-donnant ! Il faut être honnête : les femmes accédant à des postes supérieurs ne sont pas encore assez nombreuses, mais doucement, les choses changent. »

Une évolution progressive, mais aux conséquences suffisamment tangibles pour laisser espérer des lendemains qui chantent. ::

POUR EN SAVOIR PLUS :

Sur les normes existantes en matière de conciliation

www.cnt.gouv.qc.ca
(section Conciliation travail-famille)

Sur le Régime québécois d’assurance parentale

www.rqap.gouv.qc.ca

Sur le projet de norme de conciliation travail-famille du Bureau de normalisation du Québec

www.femmes.ftq.qc.ca
(onglet Conciliation travail-famille)

Les mamans équilibristes

L'égalité ? C'était le combat de nos mères, vous diront les jeunes mamans d'aujourd'hui. Le leur, ce serait plutôt d'arriver à concilier boulot et bébés sans perdre la tête... et surtout sans avoir l'impression qu'elles doivent choisir entre les deux. Pas facile de trouver l'équilibre.

| par Annie Mathieu

● ● Claudine était avocate-fiscaliste avant d'avoir ses jumelles.
● ● Désormais mère au foyer et étudiante à la maîtrise en administration des affaires (MBA) à temps partiel, elle a rendu les armes de la vie professionnelle devant l'impossibilité de concilier ses responsabilités de mère et sa carrière de façon satisfaisante. Le papa (aujourd'hui son ex-conjoint) et elle ont donc décidé qu'elle resterait à la maison afin d'élever leur progéniture. Avant de tomber enceinte, elle avait fait remarquer à son patron qu'elle trouvait que l'idée que des inégalités persistent entre les hommes et les femmes sur le marché du travail était dépassée. « Il m'a répondu : "Quand tu vas avoir des enfants, ça va changer", se rappelle-t-elle. Je me suis dit : "Quel réactionnaire !" » Pourtant, cette réplique n'allait pas tarder à prendre tout son sens, quelques années plus tard, dans la vie de Claudine...

« Je me suis aussi rapidement rendu compte que le travail de gestion familiale

relève toujours des femmes dans beaucoup de couples », avance celle qui a eu un troisième enfant. Au-delà du partage des tâches ménagères, de l'organisation de l'agenda familial, de l'éducation des petits et d'une présence satisfaisante à leurs côtés, elle estime que l'inégalité transparaît aussi dans son identité sociale de mère « à temps plein ». « Je suis passée

de professionnelle reconnue et accomplie à fille fine qui balade une poussette, ajoute Claudine, mi-blagueuse. Une chance que je fais mon MBA; au moins, je peux dire que je suis étudiante ! »

Lorsque la *Gazette* a rencontré Catherine, 34 ans, celle-ci était encore bouleversée par les émotions qui l'avaient envahie au



Etienne Boucher

Avocates et mamans de mère en fille. Le défi ? Être à la hauteur des mamans *superwomen* ! Claudine Couture-Trudel entourée de sa mère, Georgette Couture, et de ses enfants, Éloïse, Mariane et Xavier.



Francine Descarries et Annie Vézina ont des points de vue différents sur la question de la conciliation entre maternité et égalité. Mais un point les unit : le bien-être des femmes, sans aucun doute !

vent encore gagner pour égaler le salaire des hommes ne les aide pas nécessairement à se sentir bien dans leur vie, au quotidien, avec les enfants. Que veulent les femmes, les mères, par et pour elles-mêmes ? On ne se pose plus ce genre de questions », souligne M^{me} Vézina, 35 ans, mère de trois enfants.

Elle pousse plus loin la réflexion : « Certes, les congés de maternité et parentaux ont été bonifiés. N'empêche que, du jour au lendemain, la mère qui retourne au travail après un an d'arrêt doit accepter de perdre le contrôle du quotidien de son enfant. Elle peut trouver que c'est cher payé de recommencer à travailler comme avant. »

Marie-Pierre Duval, chercheuse pour la télévision et mère d'un garçon de 3 ans, abonde dans le même sens, affirmant que la tendance est à l'unanimité lorsqu'il est question de maternité, notamment en raison des mesures adoptées par le gouvernement, dont les critères d'admission sont restrictifs. « Nous sommes toutes différentes et avons des besoins qui ne se ressemblent pas nécessairement. » Selon elle, les mères n'abordent pas toutes leur nouvelle réalité de la même façon. Par exemple, certaines souhaitent rester à la maison 12 mois consécutifs, d'autres pas.

« Je pensais vraiment avoir un ou plusieurs enfants et faire quand même ce que je voulais. La réalité m'a rattrapée », relate la jeune femme de 33 ans, qui considère ne pas avoir été préparée à la venue d'un enfant, malgré les blogues du type Mamanpourlavie qui pullulent sur le Net et les livres sur la maternité qui se bousculent sur les tablettes des librairies. « On ne parle jamais de maternité aux jeunes filles ! souligne-t-elle. En 5^e secondaire, il n'est question que de leurs études et de leur carrière. »

moment de reconduire sa plus jeune à la garderie, après un an à la maison avec elle. « Chloé, je ne t'abandonne pas ! » avait-elle envie de lui dire. « J'ai versé quelques larmes dans l'auto », admet la directrice de comptes d'une grande banque. Depuis la naissance de son premier enfant, il y a quatre ans, elle a changé son fusil d'épaule concernant le travail. « J'étais partie pour la gloire, affirme l'avocate de formation en riant. Je vise encore très haut, mais peut-être un peu moins qu'avant. » Elle aussi est retournée sur les bancs d'école pour compléter un MBA afin de décrocher un emploi plus conciliable avec sa nouvelle famille.

Sa conception de l'égalité en a également pris un coup. Surtout au boulot. Des collègues masculins, du même âge qu'elle et qui occupent les mêmes fonctions, peuvent dans certains cas gravir les échelons plus rapidement, croit-elle. « Quand tu es en congé de maternité pendant un an, les autres gagnent de

l'expérience et peuvent avoir plus de chances d'obtenir des promotions. »

Maman : un métier à temps plus que partiel

Toutes n'ont pas la veine de Catherine et Claudine, qui peuvent se permettre un retour en classe pour dénicher un boulot qui facilitera leur double vie. Plusieurs en viennent même à faire leur deuil d'une grande carrière, un choix déchirant. À cet égard, Annie Vézina, anthropologue et chargée de cours à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), se demande si les féministes n'ont pas, justement, occulté la maternité dans leur lutte pour l'égalité.

« Les jeunes mères d'aujourd'hui expérimentent les limites du discours égalitaire qui vise à améliorer leur sort. Elles se rendent compte qu'être définies simplement en termes de ce qu'elles doi-

Résultat? De jeunes mères qui, comme elle, en ont plein les bras et gros sur le cœur, déchirées entre les valeurs égalitaires qu'on leur a inculquées et la réalité, beaucoup plus émotive, de la maternité. Certaines figurent d'ailleurs dans son premier documentaire, *Bébé ou CV?*, qui sera diffusé en décembre sur les ondes de Canal Vie.

Ce malaise semble se traduire en un seul et même sentiment : la culpabilité. Un sentiment qui se manifeste de plusieurs façons, selon les mamans que la *Gazette des femmes* a rencontrées. D'une part, elles racontent ne pas se sentir de « bonnes mères » en laissant la responsabilité de leurs enfants à d'autres, mais à l'inverse, lorsqu'elles sont à la maison, les dossiers qui s'empilent sur leur bureau continuent à leur trotter dans la tête. « Finalement, on se sent toujours un peu coupable », affirme Catherine, résignée.

Pondérer égalité et maternité

Ce sentiment découle du partage encore inéquitable des tâches domestiques et du travail salarié entre les deux parents, selon Francine Descarries, professeure et coordonnatrice de la recherche à l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM. « Quand l'enfant paraît, l'illusion de l'égalité disparaît. Les femmes se réassignent elles-mêmes dans le domestique et, conséquemment, ont du mal à concilier carrière et bébés. »

M^{me} Descarries admet du même souffre que la conjoncture actuelle pour

l'organisation du travail et de la famille n'est pas idéale. Elle cite notamment l'heure de fermeture des garderies et le congé de maternité qui n'est pas suffisamment flexible.

Claudine évoque une tout autre raison de se sentir coupable. « Ma mère était avocate et elle réussissait à tout faire », affirme-t-elle, un brin d'envie dans la voix. Marie-Pierre Duval parle quant à elle de « dette envers les féministes » qui donne l'impression que l'on « se plaint le ventre plein ». Bref, plusieurs jeunes mères ont le sentiment de ne pas être à la hauteur de celles qui les ont précédées.

Était-ce plus facile autrefois d'être mère et féministe? Annie Vézina soutient qu'il est difficile de comparer, car la situation a changé. « Avant, les inégalités étaient flagrantes. Les femmes n'avaient pas de droits, elles n'étaient même pas des individus. Les premières luttes féministes avaient pour but de faire tomber ces inégalités », explique l'anthropologue.

« Aujourd'hui, la maternité est souvent envisagée comme un état dont la femme doit se détacher pour se libérer, particulièrement en occupant un emploi à temps plein, ajoute-t-elle. Mais certaines mères se demandent si la liberté tant recherchée n'est pas aussi liée au sentiment de se trouver à la bonne place, au bon moment – et cette “bonne place” n'est pas nécessairement au travail, pendant que l'enfant est à la garderie. Alors que les débats actuels convergent vers l'importance de l'autonomie financière

pour les femmes, il semble difficile de faire admettre cet autre point de vue. »

Elle soutient que le problème est plutôt notre vision étriquée de l'égalité, car il arrive aussi que le père et la mère ne fassent pas la même chose et se sentent égaux, ou l'inverse. « L'égalité, c'est aussi savoir respecter l'autre dans sa différence », résume-t-elle.

M^{me} Descarries estime qu'il faut faire attention à ce que ce débat ne glisse pas vers la survalorisation de la maternité aux dépens de la paternité. « Loin de moi l'idée de nier la beauté de la maternité! Mais je suis incapable de dissocier ce discours essentialiste d'un courant traditionaliste lié au gouvernement conservateur », lance la professeure.

« Ce qu'il faut, c'est trouver son équilibre », affirme Annie Vézina, qui croit que la question qui oppose souvent féminisme et maternité ne sera jamais complètement résolue. M^{me} Descarries réitère que c'est plutôt la question de la conciliation travail-famille qui pose encore problème chez les féministes, compte tenu des inégalités qui persistent dans les foyers québécois.

« On doit apprendre à vivre avec le sentiment d'ambivalence qui, finalement, oppose la tête et le cœur », conclut M^{me} Vézina. « Oui, mais sans revenir en arrière, alors que les femmes étaient définies seulement en tant que mères et conjointes », ajoute Francine Descarries. La quête se poursuit... ::



**Collectivement
pour un monde
différent**

et l'éducation en est la clé

www.csq.qc.net

Centrale des syndicats
du Québec





LA PUISSANCE

Elles travaillent, voyagent pour affaires, fondent leur entreprise, s'achètent une voiture, sortent dans les bars... Depuis quelques années, certaines Indiennes font un pied de nez aux rôles traditionnels. Le pouvoir de l'argent, ça se dit comment en hindi ?

| par Andrée-Marie Dussault

● ● ère de deux adolescentes, M Laxmi, 40 ans, a ouvert son salon de beauté il y a cinq ans et, n'en déplaie à sa belle-famille, elle vient de s'acheter une voiture. Avec son argent. Chandani, elle, a 35 ans. Elle est designer de sacs à main, voyage régulièrement à l'extérieur de Delhi pour le boulot et a décidé de ne pas se marier, en dépit des pressions familiales. Les deux jeunes femmes sont d'accord : sans indépendance financière, leurs choix seraient restés au stade de vœux pieux.

Près des deux tiers des Indiennes vivent avec moins de deux dollars par jour.

Leurs comportements, difficilement imaginables pour la génération de leurs mères, ne reflètent certainement pas ceux de l'Indienne lambda : près des deux tiers des Indiennes vivent avec moins de deux dollars par jour. Mais parallèlement, de plus en plus de femmes du sous-continent gagnent un revenu qui leur assure une autonomie financière et la liberté qui l'accompagne, et ce, même après le mariage.

« Les femmes qui touchent un salaire, surtout s'il est comparable à celui de

DE LA ROUPIE



leur mari, ont assurément leur mot à dire dans la gestion des affaires familiales et de leur vie en général. Il s'agit d'une petite révolution», constate Shipra Chatterjee, le sari orange et la cinquantaine pimpante, présidente de la Ladies Organisation de la plus importante fédération de chambres de commerce indienne, la FICCI, à Delhi.

Sa collègue Leena Kejriwal, responsable de la section de Calcutta, qui inaugurerait l'an dernier la filiale locale des Young Ladies de la FICCI, pense de même. Pour elle, cette évolution était inéluctable. «L'éducation des filles est à l'ordre du jour depuis plusieurs décennies. La troisième génération à en bénéficier en récolte finalement les fruits.» Et ce n'est qu'un début, estime-t-elle. Les Indiennes continueront à s'affranchir financièrement. «Une fois que vous avez goûté à la liberté, un retour en arrière est inimaginable!»

Et les maris et les pères, comment réagissent-ils à cette indépendance

toute neuve? «Les hommes s'adaptent tranquillement. Dans les grandes villes, ils commencent à accepter sans trop rechigner que leur épouse, leur fille ou leur belle-fille puisse rentrer tard ou voyager pour affaires», assure Shipra Chatterjee. Elle regrette cependant qu'ils ne s'investissent pas pour autant à la maison. «En Inde, vous pouvez obtenir de l'aide domestique sans que ça vous coûte les yeux de la tête. Je ne dis pas que c'est bien ou mal, mais une chose est sûre, pour celles qui sont actives à l'extérieur, il s'agit d'un grand soulagement.»

Les deux femmes sont d'avis que la dérégulation économique, amorcée au début des années 1990, et la croissance qu'elle a engendrée sont bénéfiques pour les femmes des classes moyenne et supérieure, à défaut de profiter à toutes. «Dans le secteur des services, qui représente plus de 55 % du PIB indien, les femmes sont toujours mieux représentées», observe Leena Kejriwal. En effet, dans les technologies de





Grâce à son indépendance financière, Chandani, jeune Indienne designer de sacs à main, a pu donner priorité à sa carrière au détriment du mariage.

Smith Barney à Delhi soulignait qu'en trois ans, la clientèle féminine de l'entreprise est passée de 15 à 25 % et que la proportion ne fait que croître. Du coup, les banques ont développé une nouvelle approche *women friendly* sortie de nulle part, avec des services particuliers comme des prêts automobiles pour les « *women on wheels* ».

Signe des temps, des services inédits il y a à peine 10 ans ont aussi surgi pour satisfaire de nouveaux besoins. Sanjana Singhal et Asha Reddy, deux Delhiites trentenaires fort aimables, ont décidé d'ouvrir dans la capitale le premier club exclusivement destiné aux célibataires de leur sexe. « L'objectif est de fournir aux femmes non mariées qui, comme nous, aiment sortir, danser, manger et faire la fête, un contexte informel où elles peuvent se rencontrer et partager de bons moments », explique Asha Reddy, spécialiste en marketing.

Peu de temps après avoir présenté leur projet sur le Net en 2007, elles ont reçu des milliers de demandes d'adhésion des quatre coins de l'Inde. Quant aux hommes, ils sont les bienvenus à titre de membres associés. Comme le souligne Vishnupriya Senapaty, qui a fondé avec succès une agence de tours organisés pour femmes il y a deux ans, on assiste à un changement de paradigme dans la psyché féminine indienne : « Le

l'information (TI), l'industrie étoile du pays, 30 % des employés sont des femmes, et ce chiffre est appelé à atteindre 45 % d'ici 2010, selon la chambre de commerce des entreprises des TI, Nasscom. Dans le Business Process Outsourcing – la sous-traitance par l'entremise des TI, un autre secteur phare en pleine expansion –, elles forment déjà la moitié de la force de travail.

D'indépendantes à clientes

Témoignant de l'importance du phénomène émergent des salariées indiennes, l'industrie leur fait agressivement la

cour. Vu la masse démographique, ces nouvelles consommatrices comptent, même si elles représentent une fraction minime de la population féminine. En atteste la panoplie de biens et de services « pour femmes seulement » qui sont apparus ces dernières années dans le sous-continent : voyages organisés, gymnases, stations de radio, services de taxi, étages d'hôtels...

Même des secteurs qui ne s'étaient jamais fendus en quatre pour répondre aux besoins de ces dames ont révisé leur attitude en remarquant leurs revenus croissants. Un conseiller financier chez

sentiment de culpabilité cède le pas à celui de mérite personnel. »

Cette nouvelle communauté – petite mais croissante – d’Indiennes financièrement indépendantes parviendra-t-elle à changer le *statu quo* et à améliorer le sort de la majorité de ses compatriotes féminines? Shipra Chatterjee en est convaincue. Elle cite l’exemple de son organisation, qui a entrepris une campagne d’un an pour combattre les foeticides féminins. Lors des Ladies FICCI Awards 2009, qui récompensaient les in-

Témoignant de l’importance du phénomène émergent des salariées indiennes, l’industrie leur fait agressivement la cour.

dustrielles s’étant illustrées au cours de l’année, elle a récolté des fonds pour cette cause. L’an dernier, son équipe a offert 24 ateliers de sensibilisation dans des usines et des formations pour médecins et fonctionnaires en région rurale.

Parallèlement, les *ladies* de la FICCI militent fort en faveur du projet de loi pour des quotas féminins de 33 % au Parlement national, comme c’est déjà le cas depuis 10 ans dans les villages – où une récente loi vient d’ailleurs de hausser cette proportion à 50 % ! « Les valeurs traditionnelles perdent de leur emprise sur la société et la situation évolue très rapidement, affirme Leena Kejriwal. Les femmes veulent maintenant s’affirmer et se tenir debout ! » ::



Égalité : Genre Féminin
Une émission spéciale sur le monde de l’immigration au féminin dans la région de Québec.

Animation : Sophie R. Gall

Culture,
Communications et
Condition féminine

Québec



Tous les mercredis à 13 h, sur les ondes de CKIA FM 88.3

» WWW.CKIAFM.ORG

Gudrun Schyman

La battante

suédoise

Elle a cofondé le premier parti politique féministe de l'histoire, qu'elle dirige toujours. Et malgré une popularité très relative, Gudrun Schyman ne baisse pas les bras. Car la Suède, ce soi-disant paradis en matière d'égalité, a encore besoin de solides poussées pour avancer. Entretien avec une politicienne en marge.

| par Hélène Mercier

• Sur ses prospectus électoraux, elle présente ses longues
• jambes galbées, mises en valeur – et en évidence – par des talons hauts rouges. Elle n'a jamais fait copain-copain avec les médias, même s'ils reconnaissent tous ses qualités d'oratrice hors pair. Elle a parlé ouvertement de ses problèmes d'alcool. Sans se gêner, elle remet en question le tableau idyllique qu'on brosse de la Suède, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays des trois couronnes. Et en Suède comme au Parlement européen, Gudrun Schyman crie : « Assez de cravates, le temps des talons hauts est venu ! »

Pourtant, en Suède, le Parlement est quasi paritaire, des femmes ont hérité des ministères de la Défense et des Finances, l'équilibre est établi dans le marché du travail... Selon la dame, il s'agit là de l'habituelle rengaine qui laisse croire que la Suède occuperait la position de tête du palmarès de l'égalité des sexes. « Ces statistiques ne vous donnent pas le portrait complet de la situation. Les femmes représentent la moitié des travailleurs, certes, mais quand on décorique le marché du travail, on réalise qu'elles occupent les emplois précaires. »

Et les chiffres concernant la violence faite aux femmes ne sont pas plus ré-



« **Votez !** » Affiche utilisée par Gudrun Schyman lors de sa campagne au Parlement européen. Les couleurs et le style rappellent les affiches de la campagne présidentielle d'Obama. La politicienne féministe se targue d'ailleurs d'utiliser les mêmes méthodes populaires de mobilisation privilégiées par l'équipe Obama.

jouissants en Suède qu'ailleurs. Ils seraient même pires. Dans un récent rapport de recherche, la Commission européenne démontrait que la Suède remporte la triste palme du plus grand nombre de viols rapportés sur son sol. « Les Suédois sont endoctrinés. "Nous sommes tellement loin devant", qu'ils se disent, car c'est ce que nous nous faisons répéter depuis des décennies. Mais

regardons les recherches, les faits, les statistiques : la Suède bat ses femmes et les paie moins pour un travail équivalent. Nous n'avons pas atteint l'égalité », observe celle qui occupe l'arène politique depuis le début des années 1990.

Le saut dans le vide

En 2004, Gudrun Schyman quitte un parti politique établi, le Parti de gauche, qu'elle a dirigé avec succès de 1993 à 2003. Sous son règne, le Parti a pris un virage féministe et le nombre de ses députés a plus que doublé. Elle laisse donc un siège au Parlement suédois (le Riksdag) et une sécurité financière; elle abandonne confort et pouvoir. Alors qu'elle aurait pu choisir d'exercer son vote de députée et son influence comme chef de parti pour faire avancer la cause des femmes, la politicienne anti-conformiste préfère quitter une structure politique qu'elle considère patriarcale. Pour bousculer le système, il faut s'en dissocier, croit-elle. « Le système a été bâti sur l'idée que les femmes sont inférieures aux hommes. Les partis politiques en font partie intégrante. Il fallait donc créer un parti politique à l'extérieur de ce système. »

Elle met donc sur pied, avec l'universitaire Tiina Rosenberg, l'Initiative

féministe (Feministiskt Initiativ, ou FI), le tout premier parti entièrement féministe au monde. Celui-ci n'obtiendra que 0,68 % des voix lors des élections générales de septembre 2006, ce qui le laisse bien loin du seuil de 4 % nécessaire pour entrer au Riksdag. Comment expliquer cette piètre performance ? La principale intéressée braque la lumière sur les médias, qui « démontent les féministes, les dépeignent comme des hâsseuses d'hommes ». « Dans la Suède de 2009, il faut une bonne dose de courage pour s'afficher comme féministe », note la figure de proue du mouvement féministe. Pourtant, de nombreux politiciens suédois, hommes et femmes, se sont ouvertement affichés féministes au cours des dernières années, le plus célèbre étant l'ancien premier ministre social-démocrate Göran Persson. Schyman n'y croit pas. « C'est du marketing. La preuve : quand l'économie va mal, les programmes mis en place pour promouvoir l'égalité sont les premiers coupés. »

S'il est vrai que les médias suédois n'ont pas soutenu FI, certains argueront que les frasques de Gudrun Schyman – accusée d'avoir présenté des déclarations de revenus frauduleuses en 2003 – ont fait baisser dramatiquement sa cote de popularité. Au banc des accusés se trouve également Tiina Rosenberg, cofondatrice de FI, qui a dû quitter le parti quelques mois après sa création, car elle avait déclaré : « Une femme qui couche avec un homme est une traître envers les autres femmes. » Des propos surréalistes

« Assez de cravates, le temps des talons hauts est venu ! »

Gudrun Schyman

qui ont causé un tort irréparable à l'image du parti.

Le 7 juin dernier, lors des élections au Parlement européen, M^{me} Schyman a reçu 2,2 % des voix, un score qui ne lui a pas permis de siéger à Bruxelles, mais qui lui a apporté satisfaction. « Je n'avais pas d'équipe, je menais campagne seule en m'inspirant du modèle Obama, en maximisant l'utilisation de Facebook, des blogues, etc. Je demandais à mes supporters de télécharger et d'imprimer mes affiches. Nous avons tout de même réussi à mobiliser 70 000 électeurs ! Pour moi, c'est une victoire. » Pour ajouter à son bonheur, la star de l'ancienne formation suédoise Abba, Benny Andersson, lui a offert son soutien moral et financier – un million de couronnes suédoises, soit 143 000 \$ CA – la veille du jour du vote. Le chanteur pop a également dit de M^{me} Schyman qu'elle appartenait au groupe sélect des grands politiciens suédois.

Quand on se regarde, on se désole, quand on se compare, on se console, dit l'adage populaire. Loin de remettre en question la nécessité d'un parti à la plateforme uniquement féministe, la leader concède « qu'il faudrait être complètement stupide pour ne pas reconnaître que la Suède a fait des avancées énormes en matière d'égalité, là où d'autres pays stagnent encore ».

C'est un pas, peut-être même deux ou trois, que la Suède a fait sur la bonne voie. Mais c'est la vieille route au complet qui aurait besoin de dynamitage, ajouterait sans doute Gudrun Schyman. ::

L'ARGENT, GAGE D'AUTONOMIE



Pour les femmes, avoir de l'argent à soi est historiquement récent. Qu'est-ce que la possession d'un pécule a changé dans leurs relations de couple ? Dans son récent ouvrage, Laurence Bachmann, docteure en sociologie à l'Université de Genève, tente de faire la lumière sur ce sujet tabou.

| par Anne-Christine Schnyder

Gazette des femmes : Vous montrez que les femmes disent plusieurs choses par l'entremise de leur rapport à l'argent. Concrètement, qu'expriment-elles ?

Laurence Bachmann : Par des gestes ordinaires avec leur argent, elles expriment des « soucis de soi » en matière d'autonomie et d'égalité : le souci anti-tutélaire, de prévoyance ou de non-instrumentalisation, par exemple. Elles affirment qu'elles ne désirent pas être contrôlées par leur mari, qu'elles peuvent le quitter quand elles le veulent, qu'elles ne dépendent pas financièrement de lui, qu'elles ne veulent pas se faire avoir avec des questions d'argent, qu'elles peuvent se réaliser avec leur propre argent, etc. C'est vraiment un *statement* qu'elles portent à travers ces soucis, une manière de marquer leur autonomie et leur subjectivation.

L'argent n'a clairement pas la même valeur, ni le même sens, pour les femmes et pour les hommes. Par exemple, une de vos intervenantes tient mordicus à payer ses cours de théâtre alors qu'elle a peu de moyens, tandis qu'un des conjoints s'achète un vélo avec l'argent du compte commun. Pourquoi ces divergences ?

Les enjeux sociaux entourant l'argent sont fondamentalement différents pour chacun des sexes. Historiquement, les femmes ont toujours été exclues de l'argent. Pour une femme, se payer un



EXTRAIT

« La place secondaire des femmes dans les rapports sociaux de sexe les a incitées à une certaine vigilance en matière d'argent. »

cours de théâtre avec son propre argent, c'est une manière de dire « je suis autonome », alors qu'un homme, dont l'indépendance financière est acquise depuis longtemps, n'aura pas besoin de

poser un tel geste. On ne peut écarter la perspective socio-historique pour comprendre ce qui se trame derrière l'argent dans le couple aujourd'hui, et pour repenser le « vivre ensemble ».

Ce désir d'autonomie est légitime. Sauf qu'en tenant à contribuer à l'avoir du ménage à parts égales, les femmes qui gagnent moins que leur mari sont perdantes, non ?

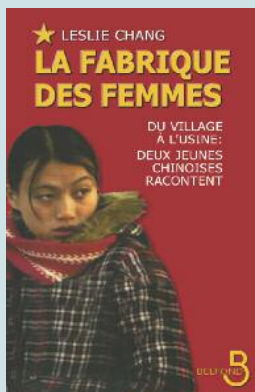
Ces gestes, qui semblent *a priori* irrationnels, leur permettent de se prouver qu'elles peuvent être pourvoyeuses économiques du ménage, au même titre que leur partenaire. Toutefois, d'un point de vue strictement matérialiste, elles sont en effet perdantes. Plus fondamentalement, ma recherche – qui porte sur l'héritage du féminisme aujourd'hui – montre que les femmes s'approprient les revendications d'égalité et d'autonomie du féminisme par des gestes individualisés, et qu'elles passent ainsi à côté d'une certaine solidarité conjugale.

Plusieurs femmes semblent ambivalentes par rapport aux « soucis de soi » et paraissent avoir de la difficulté à les vivre.

Effectivement, parce que ces soucis de soi sont portés par des valeurs d'autonomie qui contrecarrent des valeurs plus traditionnelles. Il y a d'ailleurs des lieux où ces valeurs traditionnelles prennent le dessus, où il est tabou d'entrer dans une logique comptable. C'est le cas du restaurant, du moins en Suisse, car c'est un espace marqué par un certain conventionnalisme des rapports hommes-femmes. Aussi, arriver à l'autonomie et à l'égalité a un coût; ce n'est pas juste une émancipation positive ! Le souci de soi est un travail de transformation personnelle qui implique une lutte et engendre une certaine fatigue : on doit lutter contre sa propre socialisation de genre, contre les modèles familiaux, etc., et toujours être vigilante pour ne pas retomber dans les réflexes des modèles de notre entourage, de nos parents. C'est pourquoi les femmes ont parfois tendance à mettre leurs soucis de soi en sourdine, comme au restaurant, parce que cette exigence d'égalité – qui est à la fois une liberté et une contrainte – n'est pas de tout repos. ::

Laurence Bachmann, *De l'argent à soi. Les préoccupations sociales des femmes à travers leur rapport à l'argent*, Presses universitaires de Rennes, 2009, 242 p.

Ouvrières en série



Rarement pense-t-on à celles et ceux qui triment dur, pour une bouchée de pain, lorsqu'on s'offre des chaussures ou des gadgets électroniques à bas prix, *made in China*. La journaliste américaine d'origine chinoise Leslie T. Chang s'est penchée sur cette population d'ouvriers, composée essentiellement de migrantes âgées de moins de 20 ans qui quittent leur village pour aller travailler dans des cités-usines, puis ne cessent de changer d'emploi dans l'espoir d'améliorer leur misérable condition... et de gagner un peu de liberté. Une incursion poignante dans le quotidien de jeunes Chinoises en quête d'avenir.

Leslie T. Chang, *La fabrique des femmes. Du village à l'usine : deux jeunes Chinoises racontent*, Belfond, 2009, 468 p.

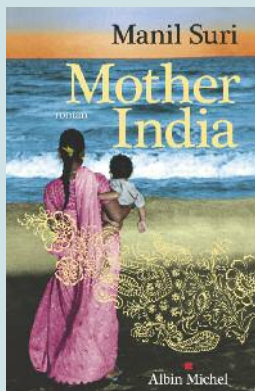
Filiation amère



Dans son nouveau roman à forte teneur autobiographique (dans le précédent, *Rien de grave*, elle clouait au pilori Carla Bruni qui, avant d'épouser le président français, lui avait ravi son époux, le philosophe Raphaël Enthoven), Justine Lévy aborde la difficile relation qu'elle a eue avec sa mère. Une mère en train de mourir alors qu'elle-même s'apprête à donner la vie. Une mère qui n'en a jamais vraiment été une et à qui elle n'ose dire qu'elle attend un enfant... Une mère qu'elle apprend à connaître, trop peu, trop tard. Une mère qui, peut-être, est morte pour la laisser le devenir à son tour...

Justine Lévy, *Mauvaise fille*, Stock, 2009, 208 p.

Petite et grande histoire indienne



Inde, 1955. Mariée à 17 ans – à sa demande –, Mîra chante vite avec son mari, un aspirant chanteur raté et alcoolique, d'un milieu social très inférieur au sien, religieux et conservateur. Pourtant, elle refuse la plupart des perches que lui tend son père, un éditeur cultivé en faveur de l'émancipation des femmes, qui lui permettraient de se libérer. Tirillée entre les attentes de son mari et celles de son père, bousculée par le féminisme que ce dernier veut lui imposer, Mîra tente de trouver sa voie, notamment à travers la maternité, puis son indépendance. Un parcours personnel complexe, sur un fond historique qui l'est tout autant.

Manil Suri, *Mother India*, Albin Michel, 2009, 512 p.

COLLABORATION UNIQUE ENTRE

Le besoin d'échanger... et le désir de mieux comprendre. Voilà que survient l'occasion d'élargir le savoir afin qu'il devienne source de pouvoir. Premier regard sur une recherche participative portant sur les femmes élues autochtones du Québec.

| par Nathalie Bissonnette

● Au Conseil du statut de la femme (CSF), l'année 2009 a été un moment propice pour concrétiser un projet unique. À la demande du milieu autochtone et de concert avec lui, le CSF a mené une série de rencontres portant sur la réalité des femmes élues autochtones du Québec au sein des conseils de bande. Ces travaux ont permis de colliger de l'information sur une situation encore peu documentée au Québec, mais ils ont aussi donné lieu à une aventure extraordinaire, empreinte d'émotions et d'humanité.

Le nombre exact de femmes élues autochtones avait été recensé pour la première fois en septembre 2008, lors du premier rassemblement des femmes élues autochtones du Québec et du Labrador, auquel le Secrétariat aux affaires autochtones du Québec (SAA), le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) et le Conseil du statut de la femme participaient à titre d'observateurs. À cette date, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) avait dénombré 80 femmes élues au sein des conseils de bande ou des conseils tribaux du Québec (les modalités électorales étant variées, ces chiffres sont sujets à changement). Étonnant, ce petit nombre soulignait l'absence de visibilité de ces femmes dans l'opinion publique québécoise.

Le tandem de recherche composé de Lorraine Bastien, originaire de

Wendake et représentante désignée par le Groupe de travail des femmes élues autochtones du Québec de l'APNQL, et de Marc Rouillier, agent de recherche du CSF doté d'une expérience significative en milieu autochtone, est unanime : cette expérience s'est révélée unique et mémorable. « Ce fut une chance extraordinaire de pouvoir participer à une telle aventure, souligne Lorraine Bastien. Et ce que je retiens par-dessus tout, c'est l'amour que portent ces femmes à leur communauté. Malgré des conditions de travail difficiles et des ramifications multiples sur le plan politique, elles sont sereines, persévérantes et animées d'une énergie qui émane directement du cœur ! »

Le CSF innove

Pour cette étude, le CSF a pris la décision d'opter pour la recherche-action participative, une réalité méthodologique qui se marie bien au protocole de recherche de l'APNQL¹. Ce type de recherche se distingue notamment par le fait que les sujets deviennent elles-mêmes participantes, et non des objets d'étude, car il favorise leur intégration à la conception et au développement de la recherche. « Comme son nom l'indique, la recherche-action vise le changement social. Souvent, elle doit conduire à une ou plusieurs actions. Idéalement, les participantes (ainsi que des personnes-clefs du milieu, et non seulement les chercheuses) [...] ont leur mot à dire à chacune des étapes. Les résultats doivent mener à des ac-

tions concrètes pour qu'on obtienne des changements sociaux positifs. Souvent, le processus de recherche est en soi une expérience qui transforme les personnes qui y participent. »²

C'est dans ce contexte, empreint de respect et d'étroite collaboration, que le Conseil du statut de la femme et le Groupe de travail des femmes élues de l'APNQL ont mené ces travaux. Des thèmes touchant les sphères privée et publique ont été abordés lors de ces rencontres, lesquelles étaient coanimées en français et en anglais par les co-chercheurs. Les participantes avaient la possibilité de s'exprimer dans la langue de leur choix (français, anglais ou langue autochtone suivie de traduction libre – anglaise ou française). La consultante Lucie Gélneau accompagnait l'équipe de recherche pour la conseiller sur le plan méthodologique.

Se sont succédé une série d'échanges préliminaires pour mener à bien l'étude à laquelle toutes les élues ont été invitées à participer. L'objectif principal était de mieux connaître la réalité des élues autochtones du Québec, et ce, au moyen d'échanges avec elles et entre elles; plus spécifiquement, il s'agissait de comprendre les enjeux associés à ce rôle et d'en élaborer un portrait collectif.

Sept groupes de parole, composés de femmes élues de 8 des 10 nations amérindiennes présentes sur le territoire québécois, ont été réunis en mars et en

LE CSF ET LE MILIEU AUTOCHTONE

avril derniers.

Des milliers de kilomètres parcourus sur la Côte-Nord, en Abitibi-Témiscamingue, à la Baie-James, dans les régions de la Capitale-Nationale et de la Gaspésie ainsi qu'à Montréal ont mené à la rencontre de femmes élues, autochtones et engagées, mais appartenant à des nations distinctes aux réalités diverses³. Il faut savoir que dans les communautés autochtones, il existe plusieurs modes de désignation des représentants de la population (élections ou désignations en vertu du Code coutumier). « La plupart de ces femmes se connaissaient peu, voire pas du tout, précise Marc Rouillier. Elles ont généralement accordé beaucoup d'importance à se reconnaître entre elles avant d'exprimer les enjeux les concernant de près, notamment sur le plan de leur expé-

« Malgré des conditions de travail difficiles et des ramifications multiples sur le plan politique, les femmes élues autochtones sont sereines, persévérantes et animées d'une énergie qui émane directement du cœur! »

Lorraine Bastien

rience en politique. Grâce à la tenue de groupes de parole, elles pouvaient se parler, être écoutées, ce qui leur permettait à la fois de se reconnaître et de tisser des liens. »

Au moment où la *Gazette* partait sous presse, ces travaux étaient pratiquement terminés et devaient faire l'objet d'échanges avec les femmes élues autochtones du Québec, conformément à la méthode de recherche retenue. Cette rétroaction leur permettra de convenir si elles reconnaissent, à partir du portrait établi par l'équipe de recherche, les propos qu'elles ont tenus et échangés, de même que les recommandations qui en sont tirées. Ensemble, elles explorent les suites à donner aux travaux afin de déterminer les actions qu'elles pourraient décider d'entreprendre. Dossier que nous suivrons de près ! ::

¹ Ce document est disponible au www.cdrhpnq.qc.ca/afnql_research_protocol/summary/protocole_synth_fr.pdf

² Marika Morris (revue de la littérature : Martha Muzychka), *La recherche-action participative : un outil pour le changement social !*, Institut canadien de recherches sur les femmes (ICREF), mars 2002, 78 p.

³ Pour plus d'information sur les collectivités : www.autochtones.gouv.qc.ca et www.ainc-inac.gc.ca

Université d'Ottawa

Études supérieures en français à l'Institut d'études des femmes

• Ph.D. et M.A. en études des femmes

Deux champs de spécialisation :

- Rapports sociaux de sexe, pouvoir et représentations
- Femmes, droits et citoyenneté dans un monde globalisé

• Maîtrise pluridisciplinaire avec spécialisation en études des femmes dans divers domaines

www.etudesup.uOttawa.ca



uOttawa

Faculté des sciences sociales
Faculty of Social Sciences



UNE TRILOGIE AU FÉMININ PLURIEL

En septembre, les créatrices et premières interprètes féminines de *La trilogie des dragons* étaient réunies pour souligner le 25^e anniversaire du Théâtre Périscope, à Québec, lieu qui a vu naître cette pièce mythique de Robert Lepage. Réflexions sur la création de ce dragon sacré du répertoire théâtral québécois avec Marie Brassard, Lorraine Côté, Marie Gignac et Marie Michaud.

| par Geneviève Vaillancourt

● ● Robert Lepage nous a choisies
« parce qu'on était des femmes
● ● intéressantes ! » lance en riant la comédienne Marie Brassard, qui étudiait encore au Conservatoire de Québec au moment de s'attaquer à *La trilogie des dragons*. « C'est sûr qu'on était quatre têtes fortes, se remémore Marie Gignac. Les garçons étaient un peu plus discrets. Disons qu'on prenait notre place... » Marie Brassard renchérit : « On avait des idées, des opinions, des désirs, on s'obstinait beaucoup. Notre dynamique avec Robert était très vivante. Et c'est peut-être un avantage qu'on a eu de travailler avec lui à cette époque. On était sur le même pied d'égalité, on n'était pas impressionnées, on ne s'attendait pas à ce qu'il trouve toutes les solutions. »

Cette époque, c'était en 1984. Le jeune Robert Lepage désirait explorer l'univers des Chinatowns du Canada pour sa prochaine création. L'Occident envahi par l'Orient. La quasi-totalité du quartier chinois de Québec, sa ville natale, avait été rasée une dizaine d'années plus tôt pour faire place à des bretelles d'autoroute dont trois ne mèneraient nulle part, sauf dans le ventre du cap Diamant.

Lepage s'entoure donc des trois Marie (Michaud, Brassard et Gignac), de Lorraine Côté et de Jean Casault, tous issus du Conservatoire d'art dramatique de Québec. Ils se connaissent peu et sont loin d'imaginer qu'ils provo-

queront l'ouverture sur le monde du théâtre québécois.

Si le canevas de base de la *Trilogie* a été proposé par Robert Lepage, les quatre filles n'ont pas tardé à imposer leur griffe créatrice à ce qui allait devenir un spectacle de six heures. « Au début, il n'y avait pas tant de personnages masculins. Dans les premières versions, Jean Casault [décédé durant la tournée] et Robert Lepage étaient les seuls interprètes masculins », souligne Marie Brassard. Ils jouaient même des personnages féminins, dont ceux des sœurs chinoises. « C'était d'abord l'histoire et le destin de deux femmes d'ici qui se mélangeaient avec ceux d'autres personnes », précise Marie Gignac.

Néanmoins, l'écriture androgyne de Robert Lepage ne permet pas de définir la *Trilogie* comme un texte résolument féminin, selon Lorraine Côté. « Il aime jouer avec les genres, passer de l'un à l'autre. On pourrait dire qu'il a participé lui aussi à l'écriture féminine du spectacle. »

Un destin sous le signe du dragon

Les quatre comédiennes sont unanimes : leur participation à la création de la *Trilogie* a changé leur vie en tant qu'actrices, mais aussi en tant que femmes. « C'est comme si ma trajectoire avait dévié, confie Marie Gignac.

J'avais toujours eu l'impression que j'étais faite pour jouer des textes classiques. Je n'imaginais pas que je pouvais faire de la création et en vivre, partir autour du monde pendant sept ans. Je me suis mise à essayer de me dépasser, d'explorer des zones inconnues. »

Bien que les femmes aient aujourd'hui de plus en plus de possibilités en tant qu'auteurs dramatiques, concilier grossesses, vie de famille et travail de création demeure difficile. Surtout lorsqu'un spectacle a du succès. « Peu de temps après la naissance de mon garçon, je suis partie en tournée pendant cinq ans, se rappelle Marie Michaud, une pointe de remords dans la voix. J'en ai perdu des bouts avec mon fils... C'est pourquoi, à mon retour, j'ai choisi d'aller plus vers l'interprétation que la création, trop prenante. »

D'ailleurs, son choix de se retirer de la tournée avant la fin pour des raisons familiales a été plus ou moins bien reçu par le célèbre metteur en scène. « Ce n'était pas sa réalité du tout. Ce n'est pas pour rien que, parmi les quatre filles, je suis la seule à avoir eu des enfants. Peut-être même que je n'en aurais jamais eu si la proposition de Robert n'était pas venue alors que j'étais déjà enceinte. La culpabilité des femmes par rapport à la maternité est toujours une réalité. » ::

EMMANUELLE HÉBERT*

MU



Le « clash » féministe de la maternité

Mère au foyer
ou carriériste ?
Le choix ne devrait
pas être
si draconien...

● ● a maternité semble causer une dichotomie entre raison et émotions chez de nombreuses mères féministes, du moins celles qui m'entourent. Pourtant, réussir sa vie comme mère féministe en 2009, c'est peut-être accepter de n'être ni une mère parfaite ni une féministe parfaite. En témoigne le succès de *Mère indigne* et de *La galère*!

Le « clash féministe de la maternité » se manifeste généralement lorsqu'on amorce un processus d'évaluation de nos choix de vie dans le but de réconcilier nos statuts de mère et de féministe. J'en sais quelque chose : féministe bien avant mon premier accouchement, j'ai rapidement vu les contradictions entre mes convictions égalitaires et mes désirs de jeune mère. Devant un manque de flexibilité des modèles de maternité dominants, j'ai vite été déchirée.

Sceptiques ? Annoncez à votre entourage que vous quittez votre emploi pour un an afin de passer du temps avec vos petits, et remarquez le silence révélateur ! Le précepte féministe ne dit-il pas qu'il faut réaliser son plein potentiel professionnel au même titre que les hommes ? Or, ma génération a vu ses mères et ses tantes s'efforcer de tout concilier sous des habits de *superwomen*. Si

Véronique Cloutier semble incarner ce modèle à merveille, nous convient-il encore à toutes, 25 ans plus tard ? Comment concilier l'envie de profiter de la présence de ses enfants avec sa conviction que l'on peut et doit investir le milieu du travail ?

Si le droit d'allier maternité et travail est reconnu, nombre de mères de jeunes enfants cherchent perpétuellement l'équilibre : l'une refuse des promotions, l'autre partage sa tâche. Personnellement, j'ai vécu une première fracture avec mon éducation féministe quand j'ai décidé de ralentir mes activités professionnelles afin de passer du temps avec mes enfants. C'était une décision éclairée pour une période donnée, non une obligation sociale permanente. Néanmoins, ses effets étaient bien réels sur mon portefeuille et mon plan de carrière. Mes copines féministes de la génération précédente m'avaient pourtant bien avertie : je devais me montrer prévoyante et surtout ne jamais dépendre de qui que ce soit. Compte tenu de mes choix, pouvais-je encore me déclarer féministe ?

Cette remise en question intergénérationnelle devrait servir à faire éclater les modèles et les normes. À assouplir le choix, rigide et contraignant, entre mère au foyer et *superwoman* – sans

parler des jugements qui en découlent. L'alliance entre maternité et féminisme se conjugue au pluriel. Les luttes féministes ont permis à plus de mères de choisir, sur un pied d'égalité, un mode de vie qui correspond mieux à leur vision de la maternité et de la famille. Socialement et économiquement, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant que des options satisfaisantes soient réellement accessibles à toutes. Il nous reste aussi à assumer individuellement nos choix et à accepter collectivement ceux des autres.

Attention cependant : cette quête individuelle d'équilibre ne doit pas tronquer l'histoire des femmes, balayer les luttes pour l'atteinte de l'égalité ni faire régresser les acquis sociaux pour les générations futures. Ce n'est pas une mince affaire ! La résolution du *clash* ne réside pas uniquement dans la conciliation travail-famille. Comme féministes, nous devons aussi actualiser le discours d'une époque pour y inclure un espace réservé aux sentiments et à différentes réalités liées à la maternité. Ainsi seulement pourrons-nous conjuguer le pouvoir de choisir, si âprement gagné, et un discours féministe en évolution. ::

* L'auteure est mère de deux garçons âgés de 5 et 10 ans, politologue et cofondatrice de MU, organisme de création et de promotion de l'art mural.



MAINTENANT DISPONIBLE

LA GAZETTE GRATUITE SUR LE WEB!

La *Gazette des femmes* s'intéresse à la réalité des femmes actuelles et aux défis auxquels elles font face.

Notre publication souhaite susciter la réflexion en proposant des débats sur des sujets connus et controversés, des dossiers d'envergure, des reportages des quatre coins de la planète, des entrevues avec des femmes et des hommes qui ont des idées pour réussir à édifier une société égalitaire pour toutes et tous.

Servez-vous de cet outil pour relayer les valeurs d'égalité entre les sexes!



:: Gazette
DES FEMMES

Inscrivez-vous à la liste d'envoi au
www.placealegalite.com



La *Gazette des femmes* est publiée **gratuitement** sur Internet cinq fois par année.